

Face au Rwanda, seuls des regrets à l'étranger

L'article à la page 2.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1626 | MERCREDI 8 JANVIER 2025 | 20 PAGES €7 \$8

La guerre Si on nous lisait

On a tout écrit... Que n'a-t-on pas écrit dans ces colonnes du Soft International ! Si au moins on nous lisait ! Si au moins on pouvait/on savait nous lire peut-être que nous n'en serions pas là ! Peut-être que cette énième guerre du Rwanda contre notre pays serait déjà passée dans l'oubli d'une manière ou d'une autre !

Lorsque des soit-disant rebelles, avec à leur tête un ancien président de la Centrale électorale, se déplacent à bord de camionnettes militaires, disposent des chars et des armes sophistiquées que les forces onusiennes n'ont pas, cela inter-

pelle profondément les consciences. Que faire ?

Le 1er janvier, jour de l'an 2025, j'ai posté un texte sur mon compte X (ex-Twitter) @kkmtry : « Pour mon pays, le Congo, cinq mots aujourd'hui plus que jamais : Gouvernance, Diplomatie, Partenariat Stratégique, Puissance ».

Mon pays qui avait dans le passé tant inspiré le respect dans la région et dans le monde, avec, et ce n'est pas un petit signe, des dessertes aériennes des compagnies américaine, italienne, espagnole outre les traditionnelles compagnies aériennes française, belge, etc., s'il veut revenir demain à cette époque, il doit mettre le cap sur la puissance. La puissance qui seule inspire la peur,

le respect et ce respect entre États n'arrive que par la gouvernance. La Gouvernance qui tisse les liens, lie les amitiés, ouvre les portes à la Diplomatie (active) et cette Diplomatie n'a de sens que par des liens scellés de Partenariat Stratégique. Ainsi va le monde.

Que serait Israël sans les États-Unis ? Bashar al-Assad aurait-il survécu 24 ans sans la Russie ? Certes, le monde n'est plus le monde qu'il était hier mais l'Afrique francophone aurait-elle existé sans le parapluie de la Françafrique qui se transperce désormais à si grande vitesse ? Un livre de Robert Bourgi fait le buzz dans le monde, « Ils savent que je sais tout » : Ma vie en Françafrique,

Paris, Max Milo, 2024. L'auteur raconte ce qu'il a vécu avec et autour des présidents français et africains qu'il a servis pendant 40 ans et qui l'ont servi ! Seuls ces liens spéciaux permettent à des pays d'exister. Mais il arrive que des paradigmes disparaissent.

Et l'Afrique du Sud serait-elle ce qu'elle est aujourd'hui, membre de BRICS si Nelson Mandela n'avait pas compris le monde en prenant de la hauteur, en pardonnant ses geôliers sans rien oublier ? Mandela qui a payé de 27 ans de prison ses croyances dans la justice, dans l'égalité et qui, dès le lendemain de son élection à la tête de son pays, a rejeté radicalement tout esprit de vengeance ? Cette

élévation, qui indique une gouvernance dans un pays où le monde a tant d'intérêts, n'a-t-elle pas suscité le respect des puissances, rapproché les liens, renforcé la diplomatie active, aidé au maintien en puissance de Pretoria ?

Que dire ? Il y a une solution à tout. Ne cherchons pas à réinventer le fil à couper le beurre. J'appelle l'élite (les Congolais qui connaissent, qui savent, qui maîtrisent la politique, la sécurité, l'armée, les Grandes Puissances, l'Afrique, les Grands lacs) à se mobiliser pour notre pays, le Congo, autour du Président de la République, Chef de l'État. On a tout écrit, à lire sans modération, Éd. Spéciale, de la page 3 à la page 19.

T. KIN-KIEY MULUMBA ■



Face au Rwanda, seuls des regrets à l'étranger

Il est à sa troisième guerre au Congo. La première, celle de l'Afdl qui fit perdre le pouvoir à Mobutu mort le 7 septembre 1997 à Rabat au Maroc en exil. La seconde, celle du RCD et du MLC mit fin au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila assassiné le 16 janvier 2001 à Kinshasa dans son bureau de travail. Depuis, il y en a eu d'autres guerres, dont celle du CNDP de Laurent arrêté le 22 janvier 2009 grâce à une opération conjointe des armées congolaise et rwandaise. Puis, la guerre, la énième guerre du Rwanda au Congo avec le M23 et l'AfC. Jamais l'extérieur n'a ouvert la bouche comme les Congolais le souhaiteraient, ni pris des sanctions contre le Rwanda. Depuis toutes ces guerres, des regrets, des condamnations verbales. On n'a nullement entendu la communauté internationale imposer des sanctions au Rwanda. Dire que cette communauté internationale est de connivence avec Kigali, c'est bien peu. Le 20 décembre 2024, le Conseil de sécurité des Nations Unies a prorogé d'un an le mandat de sa mission au Congo sans citer, nulle part, le Rwanda alors que des rapports des experts onusiens ont documenté cette présence militaire rwandaise, entre 3.000 et 4000 soldats rwandais.

Si le Royaume-Uni a regretté la non tenue du sommet entre les Chefs d'État congolais et rwandais prévu le 15 décembre dernier à Luanda en dénonçant la présence des forces rwandaises



Jamais la communauté internationale n'a ouvert la bouche comme les Congolais le souhaiteraient, ni pris des sanctions contre le Rwanda dans ses guerres au Congo. Dire qu'elle est de connivence avec Kigali, c'est peu. DR.

au Congo, les États-Unis d'Amérique eux se sont dits « très déçus » de constater que certains membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies n'ont pas voulu inclure le rôle du Rwanda dans la guerre à l'Est du Congo dans le libellé de la résolution, en dépit des informations du Groupe d'experts. « On utilise des euphémismes plutôt que d'appeler un chat un chat », a tancé la Représentante des États-Unis aux Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield qui sans doute s'exprimait pour la dernière fois sur la guerre au Congo comme Représentante américaine avant l'entrée en fonctions du président élu républicain Donald Trump qui a lieu le 20 janvier. Mardi 7 janvier à Kinshasa, la Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies au Congo et cheffe de la Mission onusienne, Mme Bintou Keita, a condamné avec « la plus grande fermeté », l'offensive menée le 2 janvier par le Mouvement du 23 mars, M23, dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu. Elle l'a déclaré dans un communiqué publié par la Monusco. Elle indique que « cette attaque tragique menée par le M23 » a causé la mort d'au

moins sept civils et entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes, exacerbant ainsi la crise humanitaire déjà sévère à l'Est du Congo. Le M23, qui, selon le Groupe d'experts des Nations Unies, est soutenu par des forces rwandaises, a violé l'accord de cessez-le-feu signé le 30 juillet 2024 entre le Congo et le Rwanda.

«UN TOURNANT TRAGIQUE».

Au 4 janvier, le M23 a pris le contrôle de la ville de Masisi, centre administratif du territoire du même nom, rappelle le communiqué de Mme Bintou Keita. La cheffe de la Monusco insiste sur l'importance du respect de l'intégrité territoriale du Congo, en réitérant l'engagement ferme de l'Organisation des Nations Unies à soutenir ce principe fondamental. « Cette escalade de violence, qui affecte cruellement les populations civiles, constitue un tournant tragique en ce début d'année 2025 et doit cesser immédiatement », a-t-elle poursuivi sans citer le Rwanda. « J'exprime mes plus sincères condoléances aux familles des victimes de ces atrocités. Je déplore la reprise des offensives militaires au Nord-Kivu et appelle

toutes les parties à soutenir pleinement le processus de paix de Luanda, en cours, sous l'égide du Président João Lourenço », a-t-elle ajouté. Elle réaffirme l'engagement inébranlable de la mission onusienne à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité au Congo et appelle toutes les parties prenantes à œuvrer de manière constructive pour mettre fin aux violences et parvenir à une solution pacifique et durable au conflit dans la région. Même musique à l'Union Européenne, UE. Dans une déclaration publiée lundi 6 janvier par son porte-parole, l'UE dit « condamner fermement l'occupation récente par le groupe armé M23 de la ville de Masisi et ces environs, au Nord-Kivu », sans citer le Rwanda. Pour l'EU, l'avancée continue du M23 constitue une violation flagrante du cessez-le-feu convenu dans le cadre du processus de Luanda. Ces développements compromettent considérablement les efforts entrepris en faveur d'une résolution pacifique du conflit dans l'Est du Congo. L'UE exhorte donc le M23 à se retirer immédiatement et à respecter pleinement le cessez-le-feu. Certes, « l'UE demande instamment au Rwanda de mettre

fin à sa coopération avec le M23 et de retirer ses forces militaires du territoire de la RDC », indique le communiqué, exhortant également le Congo de cesser toute coopération avec les FDLR et autres groupes armés. Le communiqué déclare que l'UE est « prête à envisager de nouvelles mesures restrictives à l'encontre des responsables du conflit armé, de l'instabilité et de l'insécurité au Congo ». Ci-après un extrait du communiqué du Conseil de Sécurité des Nations Unies publié le 20 décembre 2024 à l'occasion de la prorogation du mandat de la Monusco. « Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité a, ce matin, décidé de proroger jusqu'au 20 décembre 2025 le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) et, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, ni remettre en cause les principes convenus régissant les opérations de maintien de la paix, de sa brigade d'intervention. En vertu de la résolution 2765 (2024), adoptée à l'unanimité, le Conseil dé-

cide que la Monusco maintiendra un effectif maximum autorisé de 11 500 militaires, 600 observateurs militaires et officiers d'état-major, 443 policiers et 1 270 membres d'unités de police constituées. Il décide en outre que les priorités stratégiques de la Monusco restent les suivantes: contribuer à la protection des populations civiles dans la zone où elle est déployée; et appuyer la stabilisation et le renforcement des institutions de l'État en République démocratique du Congo, RDC, ainsi que les principales réformes de la gouvernance et de la sécurité. Le Conseil autorise ainsi la Monusco à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter des tâches prescrites par son mandat. Le Conseil demande que le Gouvernement de la RDC et l'ONU élaborent une approche sur-mesure du retrait progressif, responsable et durable de la Mission, « qui tienne compte de l'évolution des dynamiques de conflit et des risques en matière de protection dans les zones sensibles du Nord-Kivu et de l'Ituri ». Il condamne fermement tous les groupes armés opérant en RDC, et il exige d'eux et des réseaux qui les soutiennent qu'ils mettent immédiatement fin à toutes les formes de violence et aux autres activités déstabilisatrices, à l'exploitation et au commerce illégaux des ressources naturelles, notamment des minerais dits de « conflit ». Se déclarant « profondément préoccupé par l'offensive du M23 qui se déroule dans le Nord-Kivu, en violation du cessez-le-feu, et par le soutien opérationnel apporté au M23 par des forces extérieures d'un État voisin, comme l'a rapporté le Groupe d'experts », le Conseil exige qu'il soit mis fin à toute nouvelle avancée du M23, que celui-ci s'acquitte immédia-

tement et pleinement des engagements qu'il a pris concernant son retrait immédiat de toutes les zones occupées et son cantonnement, conformément au processus de Luanda approuvé par l'Union africaine. Il condamne le soutien apporté par toute partie extérieure au M23 et à tout autre groupe armé opérant en RDC, ainsi que toute intervention militaire étrangère non autorisée sur le territoire. Le Conseil réaffirme son appui indéfectible aux efforts de médiation actuellement déployés entre la RDC et le Rwanda dans le cadre du processus de Luanda dirigé par l'Angola et le Président João Manuel Gonçalves Lourenço, et demande aux deux parties de coopérer pleinement à la mise en œuvre du plan harmonisé de neutralisation des Forces démocratiques de libération du Rwanda, FDLR. À cet égard, la Sierra Leone, très préoccupée par l'expansion territoriale du M23, a jugé fondamental que la Monusco continue de soutenir le processus de Luanda. À son tour la France, qui a mené les négociations sur le texte avec la Sierra Leone, a appelé au cessez-le-feu et au respect des engagements pris par les parties qu'elle a exhortées à poursuivre les pourparlers de paix. Le Mozambique, au nom du Groupe des A3+ (Algérie, Guyana, Mozambique et Sierra Leone) a loué le rôle du Président angolais dans la résolution de la crise en RDC, soulignant l'importance de promouvoir « les solutions africaines aux questions africaines ». Les A3+ ont appelé à une franche collaboration entre la Monusco et le Gouvernement de la RDC, notamment dans le cadre du retrait progressif de la Mission. La Chine a espéré que l'ONU respectera les avis du Gouvernement de la RDC dans le cadre du retrait progressif de la Monusco. »

D. DADEI ■

Pour le Congo, en 2025, parlons moins, agissons plus

Communiquer c'est souvent se taire mais agir en posant des actes d'adéquation. La leçon est connue dans les Universités du monde. Trop de communication tue la communication. Face au Rwanda, nous devrions (nous aurions dû) faire mieux : éviter de trop ouvrir la bouche mais agir avec efficacité. Encore qu'ouvrir trop souvent la bouche ce n'est pas toujours communiquer de manière adéquate. Se taire est souvent une meilleure posture à prendre. Question : pourquoi notre pays aime tant ouvrir la bouche? Alerter son entourage sur un danger qui pointe à sa porte ne manque pas de sens mais est-ce la première action à engager en l'espèce ou il faut au contraire chercher à neutraliser le danger? Ceux qui dirigent le monde savent, ils frappent. Et communiquent après. Les États-Unis en Irak face à Saddam Hussein exécuté par pendaison à Bagdad, le 30 décembre ; la Russie face à l'Ukraine désormais quasi détruite ; Israël face au mouvement palestinien Hamas qui voit tous ses chefs anéantis un

à un où qu'ils se trouvent dans le monde. Pareil pour le groupe islamiste chiite libanais Hezbollah. Les exemples sont légion. Pense-t-on que les Maîtres du monde pourraient avoir une autre perception des relations entre les États qui mettrait de côté la puissance? Si tel est le sens de la communication publique congolaise, c'est taper à côté. Rappelons ces mots du président français Emmanuel Macron prononcés les yeux dans les yeux, le 4 mars 2023, avec solennité, à Kinshasa, au Palais de la Nation, siège de la présidence de la République, face à son homologue congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant la Nation, devant le monde, après des propos récusés d'un journaliste congolais, allant jusqu'à le ridiculiser : « Je suis pour la vérité, toute la vérité. Je suis prêt à ouvrir toutes les pages de l'Histoire. (...) Vous avez fait un raccourci qui n'a rien d'historique, ni de juste entre le rôle qu'a pu jouer la France dans cette page sombre dans la sous-région et la situation dramatique que j'ai évoquée, la deuxième guerre, avec les millions de morts, de votre pays, dont je rappelle la gravité. Donc, je recuse le raccourci que vous avez fait (...). Soyons clairs. Depuis 1994, plu-

sieurs pays de la sous-région - pas qu'un - sont entrés dans votre pays et plusieurs groupes rebelles y ont prospéré, captant d'ailleurs beaucoup de richesses, minières, économiques qui devraient revenir à votre pays. Depuis 1994 - et c'est pas la faute de la France, pardon de le dire dans des termes aussi crus - vous n'avez pas été capables (votre pays n'a pas été capable, ndlr) de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative. Faut pas chercher des coupables à l'extérieur (...).

VOICI LA RECETTE ! Pense-t-on que ces paroles, qui datent de l'année dernière, soient sorties par hasard de la bouche du chef d'un pays membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, connu pour celui qui rédige les résolutions des Nations Unies sur le Congo? Pense-t-on que ces paroles représentent le point de vue de la seule France, du seul président français, et qu'elles ne seraient pas partagées par d'autres puissances planétaires, par l'Afrique, par la sous-région? En fait, jamais à ce jour, ni la France, ni l'ONU, ni une quelconque puissance mondiale n'a condamné le Rwanda dans son agression au Congo. Le feront-ils un jour? Qui

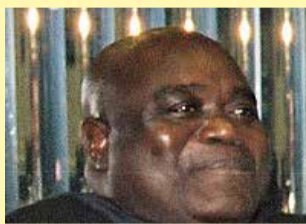
sait? Mais quand, comment, pourquoi? Que de rapports rédigés par des commissions d'experts de l'ONU, distribués à New York sur cette invasion rwandaise. Qui les a lus? Qui en a tenu compte? Lettre morte! Nations Unies, «le Machin ô combien inutile et même dangereux», avait déjà constaté le Général de Gaulle. Ces Nations-Unies qui, depuis plus d'un demi-siècle, s'éternisent au Congo sans que nul ne sache quand elles s'en iront, et, dans quelles conditions... Sait-on que si Paris ne peut condamner Kigali, c'est suite aux relations étroites qui lient la France au Rwanda. L'alliance Paris-Kigali se situe dans nombre de secteurs. Entre les deux Capitales, il s'agit d'un partenariat stratégique. Au Mozambique, des soldats rwandais combattent des djihadistes qui empêchent l'émergence du gigantesque projet gazier de la multinationale française, TotalEnergies. Le Rwanda est pourvoyeur de troupes pour les Casques bleus des Nations Unies. L'armée rwandaise RDF est déployée en Centrafrique et au Mozambique dans le cadre d'opérations onusiennes sur le continent. Sait-on comment il est difficile de trouver un pays qui offre ses soldats pour aller combattre pour un autre pays, dans un

autre pays... Que faire face à cette agression rwandaise que Kinshasa qualifie de «barbare»? Une recette, une seule : arrêter de parler inutilement, arrêter de faire trop de bruit, arrêter «le théâtre de chez nous». Repenser la parole congolaise, structurer celle-ci. Mettre en place une équipe de stratèges politiques, militaires, sécuritaires de haut vol, composée de ceux qui connaissent, qui savent, qui maîtrisent la politique, la sécurité, l'armée, les Grandes Puissances, l'Afrique, les Grands lacs. Objectif : placer le Congo en capacité de restaurer aussi vite que possible la souveraineté militaire, sécuritaire, administrative. S'éloigner plus que jamais des apprentis qui agissent comme des petits enfants. Donner à ces stratèges un temps et des moyens de réflexion en vue de faire rebondir le Congo. La Russie l'a fait après la fin, le 25 décembre 1991, de l'URSS après la démission de Mikhail Gorbatchev. Le Front Patriotique Rwandais tutsi l'a fait après la mort de son chef Fred Rwigyema tué le 2 octobre 1990 dès le lendemain de la première offensive tutsie visant à renverser le pouvoir Hutu à Kigali. Cela s'appelle reculer pour mieux sauter. T. KIN-KIEY MULUMBA ■

Nangaa, cet énième Congolais de service

C'est la phrase clé léguée au Congo par Me Gérard Kamanda wa Kamanda, né le 10 décembre 1940 à Kikwit, au Kwilu, éteint le 21 janvier 2016 à Kinshasa.

Il fut, à Addis-Abeba, en Éthiopie, entre 1967 et 1972, directeur de cabinet du Secrétaire Général de l'OUA, Organisation de l'Unité Africaine (UA, Union Africaine), le Guinéen Diallo Telli, et, entre 1972 et 1978, Secrétaire Général Adjoint élu de l'OUA avant de regagner le pays et d'occuper plusieurs fonctions ministérielles (Vice-Premier ministre aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, VPM à l'Intérieur, VPM à la Justice, ministre de la Recherche scientifique et tech-



nologique), a utilisé d'une formule choc - « Congolais de service » - pour désigner Laurent-Désiré Kabila quand celui qui fit sa vie longtemps dans le maquis de l'Est, dans l'oubli, fut porté par le Rwanda et l'Ouganda à la tête de l'Afdl, Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, que Wikipédia



Ci-bas, ci-contre, Corneille Nangaa avec ceux qui sont passés avant lui. DR.

décrit comme «une coalition de dissidents à Mobutu Sese Seko et de groupes ethniques minoritaires congolais qui, emmenés par Laurent-Désiré Kabila, mais en réalité orchestré et dirigé par le Rwanda, prirent le pouvoir au terme de la première guerre du Congo (1996-1997), tout en se rendant coupable de nombreuses exactions. Bien que l'alliance



ait réussi à évincer Mobutu du pouvoir, elle ne survécut pas aux tensions entre Kabila et ses anciens alliés, l'Ouganda et le Rwanda, ce qui amena au déclenchement de la deuxième guerre du Congo le 2 août 1998». Après la crise surgie entre Laurent-Désiré Kabila et ses mentors rwandais et ougandais et la fin de l'Afdl, Kigali construit en 1998, sur le même

mode opératoire, une autre rébellion, le RCD, Rassemblement congolais pour la démocratie, né à Goma et porte à sa tête plusieurs personnalités congolaises de premier plan recrutées à Kinshasa et dans des pays de l'Est.

ÉNIÈME CONGOLAIS DE SERVICE.

Cette rébellion compte dans ses rangs le professeur Ernest Wamba dia Wamba, l'ancien premier ministre Vincent de Paul Lunda Bululu, l'ancien fonctionnaire de l'Unesco Arthur Z'ahidi Ngoma, l'ancien ministre Alexis Thambwe Mwamba, Antipas Mbusa Nyamwisi, John Tibasima Bogemu, Émile Ilunga Kalambo, Adolphe Onusumba Yambo, Azarias Ruberwa Manywa, Moïse

Nyarugabo Muhizi Mugeyo, etc. Après le RCD qui participe au pouvoir à Kinshasa (régime 1+4 après le dialogue inter-congolais de Sun City), nouveau clash entre Kinshasa et Kigali. Et nouvelle guerre contre Kinshasa conduite cette fois par divers groupes rebelles, CNDD avec Laurent Nkunda Batware, Bosco Ntaganda-le Terminator, Sultani Makenga, Jean-Marie Runiga, le M23 avec un natif de Bukavu, Bertrand Bisimwa, puis, le récent acte, l'AFC, Alliance Fleuve Congo avec l'ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, Corneille Nangaa Yobeluo. Ce natif de l'Ituri est-il le énième «Congolais de service» qui subira le sort de nombre de ses compatriotes passés à Kigali, utilisés à souhait par

Kigali pour la vente de son image dans un monde interconnecté quand il exploite à souhait illégalement les mines de l'Est avant d'être lâchés car usés? Il est vrai que le régime rwandais n'a jamais eu le moindre état d'âme quand il s'agit de ses intérêts.

L'échec du sommet de Luanda qui aurait réuni, le 15 décembre 2024, le Congolais Tshisekedi et le Rwandais Kagame autour de l'Angolais João Lourenço quand Kigali réclame auparavant un dialogue entre Kinshasa et le M23-AFC, laisse un espoir à Nangaa et à Bisimwa. Mais l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot. Kagame aura-t-il un énième aulot jusqu'à pousser ses soldats à marcher une énième fois sur Kinshasa? Réel doute.

T. MATOTU ■

La ville de Goma est-elle menacée par Kigali

L'administration démocratique américaine dirigée par le Président Joe Biden a-t-elle conseillé les pays de la sous-région (Afrique Centrale et Afrique Australe) à ne pas se battre avec les forces armées coalisées rwandaises ou, mieux, à éviter d'envoyer de troupes au Congo, dans les Kivu ?

Que des nouvelles arrivent de la province endeuillée du Nord-Kivu. Goma, la grande ville de l'Est, serait-elle en passe de passer aux mains des rebelles du M23 et de l'Alliance Fleuve Congo, AFC, de l'ex-président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, Corneille Nangaa Yobeluo ?

Si oui, la fameuse Communauté Internationale - les États-Unis d'Amérique en tête - n'y serait pas loin ! Dans une vidéo devenue virale, l'ancien « Monsieur Afrique » du Département d'État américain, Herman Cohen, connu comme expert de la région d'Afrique Centrale et des Grands Lacs, vient de faire des annonces étonnantes sur la Toile. Il dévoile des échanges qu'il a eus avec des « intellectuels congolais » qui l'interpellent en ces termes : - « Oh ! Vous ne voulez pas que nous gardions notre souveraineté ! Vous voulez partager la souveraineté du Kivu entre nous et les Rwandais ! ». La réponse d'Herman Cohen choque les Congolais :

- « Mais ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Le Rwanda partage déjà la souveraineté du Kivu. Si vous vous adressez aux fonctionnaires du Département d'État, ils vous disent que le Kivu fait partie du Rwanda maintenant. Il faut être réaliste... ». Comment évaluer cette présentation sans rappeler la mise en garde que Paul Kagame avait adressée mardi 23 janvier



Comme à chaque montée de l'insécurité, les populations du Nord-Kivu dans les zones occupées par la coalition M23-AFC abandonnent leurs lieux d'habitations pour trouver un refuge ailleurs. DR.

à Kigali à ses voisins, lors du dialogue national annuel. En réaffirmant son engagement pour la sécurité de son pays, le président rwandais s'est adressé directement au Congo et au Burundi.

« Le Rwanda est un pays sûr et le restera. Quand il s'agit de défendre ce pays, qui a souffert pendant si longtemps sans personne pour l'aider, je n'ai besoin de la permission de personne pour faire ce qu'il faut pour nous protéger. Je n'ai pas répondu aux insultes qui viennent du Sud (Burundi, ndlr), de l'Ouest (RDC, ndlr). Celles-ci ne tuent pas. Donc, je ne peux pas (répondre). Ce n'est pas notre genre. Mais ils apprendront avec le temps. Ils apprendront qu'ils ont fait une grosse erreur ».

RWANDA DAY À WASHINGTON. Est-ce pour marquer son rapprochement avec l'Administration Biden que Kagame s'est rendu le week-end dernier à Washington pour participer à un National Breakfast Prayer et à une « Rwanda Day » qui célébrait la culture rwandaise en présence de près de 4.000 ressortissants rwandais vivant aux États-Unis, d'autres venus directement

du Rwanda ? Invité le 20 janvier à la cérémonie d'investiture du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le président burundais Évariste Ndayishimiye, dont le pays vient de signer un accord de défense avec Kinshasa, renforçant davantage leurs liens, n'a pas mâché ses mots à l'endroit de Kigali. Évariste Ndayishimiye a renouvelé ses accusations contre Kigali qui refuse de collaborer pour une solution sur les rebelles burundais RED-Tabara, a qualifié son homologue rwandais d'« hypocrite » et de « menteur ». « Si quelqu'un te ment une première fois et une deuxième fois, c'est de sa faute. Mais s'il te ment pour la troisième fois, la faute te revient », a-t-il déclaré le 21 janvier devant des représentants de la jeunesse congolaise. Et il a appelé, en direction des Rwandais, à une dynamique plus grande. « Notre lutte doit continuer jusqu'à ce que le peuple rwandais commence aussi à se faire pression. Je sais que les jeunes rwandais ne peuvent pas accepter d'être des prisonniers dans la région ». Ndayishimiye a fait part d'un projet d'organisation d'un cadre d'échanges

pour les jeunes de la région des Grands Lacs. Kigali a pris cette initiative comme un appel des jeunes au renversement du pouvoir rwandais. Il faut rappeler le discours offensif à l'endroit du régime rwandais que lors de la campagne électorale, le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a tenu faisant prendre conscience aux Congolais, en particulier ceux de l'Est. Trois verbatims qui ont en effet fait mouche au pays et à l'étranger. Celui prononcé le 9 décembre 2023 à Bukavu, à quelques encablures du Rwanda, lors du meeting de campagne. Le Président congolais a comparé Paul Kagame à Adolf Hitler. « Je vais m'adresser au président rwandais pour lui dire ceci : puisqu'il a voulu se comporter comme Adolf Hitler en ayant des visées expansionnistes (au Congo), je lui promets de finir comme Adolf Hitler ». L'autre verbatim est tombé le 18 décembre, au lendemain de l'annonce, le 15 décembre à Nairobi, de la création par les rebelles du M23 de l'Alliance Fleuve Congo. « À la moindre escarmouche, déclare le

Président Tshisekedi, martial, je vous assure que la réponse sera immédiate. Je convoquerai les deux Chambres parlementaires. Je déclarerai la guerre au Rwanda. Aujourd'hui, nous n'avons pas besoin d'envoyer des troupes au sol au Rwanda. De chez nous, nous pouvons atteindre Kigali ». Puis : « Paul Kagame se moque de nous. Il faut quelqu'un pour l'arrêter et je suis ce quelqu'un là ». Message explicite. Les FARDC sont désormais militairement mieux équipés. Elles disposent de la puissance de feu qui leur permettrait de donner la réponse appropriée. Un autre verbatim placé au cœur de cette campagne qui a été entendu à Kigali. Celui « de père et de mère ». Si, en l'espèce, aucune loi n'existe légitimant ce texte, Félix Tshisekedi s'est servi de ce verbatim. En parlant de « candidats de l'étranger », de « ceux qui ont trahi leur pays » - dès le début de la campagne jusqu'à la fin de celle-ci -, il a fait passer le message contenu dans le « de père et de mère » au point d'abattre Katumbi dont les liens avec Kigali sont souvent mis en exergue et de pousser le très puis-

sant ex-gouverneur du Katanga à s'éloigner de son épouse (de nationalité burundaise, cependant). Reste que depuis samedi 3 février en fin de journée, le trafic sur la Route Nationale n°2 Goma-Bukavu est coupé à partir du centre du village de Shasha, au Nord-Kivu suite, aux combats intenses qui opposent les rebelles du M23 et de l'AFC aux forces loyalistes des FARDC.

COUVRE-FEU QUI N'EN DIT LE MOT ?

Il n'y a plus de trafic entre Goma-Sake-Minova depuis la prise de Shasha, samedi 3 février, par les rebelles qui auraient ensuite érigé une barrière en plein centre de ce village, à 9 kms de la cité de Sake. En conséquence, la cité de Sake et la ville de Goma sont privées de tout approvisionnement en produits vivriers à partir de Minova et Bweremana. Le M23-AFC avait lancé une attaque sur cette région à partir de Ngingwe et de MureMure, deux collines stratégiques que la coalition pro-rwandaise a occupées. Avec la prise de Shasha, on assiste à une psychose au sein de la population de Minova, dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu. On

observe un afflux à Minova des déplacés des villages Nguba, Kirotshe, Kiluku, Shasha, Kituva, Bweremana, Kihindo qui fuient les combats. La cité de Goma, qui serait l'objectif rêvé des rebelles coalisés, n'est pas en reste. Mercredi 31 janvier, le Conseil Provincial élargi de sécurité de la province avait décidé que tous les nouveaux venus dans la ville de Goma devraient désormais être identifiés et leur liste remise au Conseil chaque matin à 10:30'. Le Gouverneur du Nord-Kivu, le général Peter Ciri-mwami a communiqué cette décision à la presse, le même mercredi, à l'issue de la sa réunion avec les membres du Conseil Provincial de Sécurité élargi aux cadres de base de la ville de Goma.

La rencontre avait pour objectif de faire un état des lieux de la situation sécuritaire, mais aussi de faire l'évaluation des recommandations qui avaient été formulées lors de la dernière rencontre de ce conseil à Mugunga. « Nous avons pris une mesure : nous devons identifier les nouveaux venus dans la ville. Chaque matin à 10:30', nous devons avoir la liste des gens qui sont arrivés dans la ville et ceux qui sont sortis de la ville pour qu'on soit sûr avec qui nous vivons », a déclaré le gouverneur militaire. Sur la mesure d'interdiction de la circulation de motos après 18:00', le Conseil de sécurité a décidé de prolonger cette décision en vue de mieux évaluer son impact. Au départ, cette mesure devrait durer une semaine, mais le conseil a décidé d'aller jusqu'à 30 jours. Ces mesures sont-elles un couvre-feu qui n'en dit pas le mot ? Reste que le Congo reste le Congo. Le Congo est de retour. Aujourd'hui, demain, il saura répondre. Il en aura les moyens. Malgré toutes ces menaces du régime rwandais appuyés par les chancelleries occidentales...

T. MATOTU

À Goma, des bombes visent nos avions militaires



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1603 | LUNDI 19 FÉVRIER 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Seule la force fait face à la force



Que les Congolais en soient convaincus : ce ne sont pas les moyens qui manquent au pays. Mettons en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

À Goma, des bombes visent nos avions militaires en plein sommet de l'UA

Le Rwanda est-il désormais décidé d'en finir avec le Congo? Kigali est-il en train de monter, comme jamais à ce jour, la pression sur Kinshasa et, particulièrement, sur le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Des déclarations faites récemment et publiquement par le président rwandais contre le Congo et le Burundi sont-elles en train d'être appliquées? Les responsables politiques congolais en sont à se poser mille questions.

Samedi à 02.00' du matin, l'aéroport international de Goma a été la cible d'au moins une «bombe», ont rapporté les médias citant des sources aéroportuaire et administrative. Dans une déclaration, les FARDC ont mis en cause «des drones d'attaque de l'armée rwandaise (qui) ont visé les aéronefs des Forces armées» (FARDC), a indiqué le lieutenant-colonel Guillaume Ndjike, porte-parole de l'armée pour le Nord-Kivu, dans une vidéo diffusée par le service de communication du gouverneur. «Les aéronefs des FARDC n'ont pas été touchés», mais ce sont «plutôt les avions civils qui ont été endommagés», a-t-il ajouté. Dans la vidéo, le porte-parole militaire n'a pas précisé combien d'avions avaient été endommagés, ni combien de projectiles avaient été tirés. «Dans la nuit, à 02.00' du matin (01:00' à Kinshasa), les drones d'attaque de l'armée rwandaise, qui ont bien évidemment quitté le territoire rwandais, ont violé les limites territoriales» du Congo, a déclaré le lieutenant-colonel Ndjike. «Au regard des trajectoires suivies par les tirs de ces drones», ils ont visé des aéro-



En attaquant par des bombes lâchées sur l'aéroport international de Goma, le président rwandais Paul Kagame monte la pression sur Kinshasa. DR.

nefs des FARDC, a-t-il ajouté. Le 23 janvier à Kigali, lors d'une cérémonie officielle, le président Paul Kagame avait proféré des menaces contre le Congo et le Burundi dont l'armée est engagée aux côtés des FARDC. «Le Rwanda est un pays sûr et le restera. Quand il s'agit de défendre ce pays, qui a souffert pendant si longtemps sans personne pour l'aider, je n'ai besoin de la permission de personne pour faire ce qu'il faut pour nous protéger. Je n'ai pas répondu aux insultes qui viennent du Sud (Burundi, ndlr), de l'Ouest (RDC, ndlr). Celles-ci ne tuent pas. Donc, je ne peux pas (répondre). Ce n'est pas notre genre. Mais ils apprendront avec le temps. Ils apprendront qu'ils ont fait une grosse erreur». Un autre verbatim attribué au président rwandais : «Je suis sûr et certain que certaines personnes s'amusent avec le feu alors qu'elles n'ont jamais été brûlées. Je le dis haut et fort que si par malheur les combats entre les groupes armés à l'Est de la RDC et l'armée congolaise débordent jusqu'à violer la

frontière rwandaise, le monde entier va blâmer le Rwanda pour ce que mon armée va faire contre la RDC. Kinshasa ne sera pas épargnée et, en moins d'une semaine, je le répète, en moins d'une semaine, l'armée rwandaise détruira toutes les grandes villes de la RDC et le monde va nous blâmer». Certes, selon diverses sources, ces derniers propos doivent encore être confirmés. Il n'empêche! Il faut ajouter, à cette liste, l'initiative du ministre rwandais des Affaires étrangères Vincent Biruta auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans une note verbale adressée au Conseil de sécurité, le Rwanda s'est déclaré contre un soutien des forces de la Monusco aux forces de la SADC, la Communauté de Développement d'Afrique Australe (Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Comores, Congo-RDC) et demande à l'organisation onusienne de reconsidérer cette option. La note verbale estime que la force

militaire de la SADC «n'est pas neutre» puisqu'elle s'associe à des groupes qui auraient la volonté de déstabiliser le Rwanda et de pourchasser les Congolais Tutsis. Elle estime que les Nations Unies feraient un mauvais choix en apportant leur soutien à cette coalition, qui comprend, selon le Rwanda, les FARDC, la Monusco, l'armée burundaise ou encore les rebelles hutus rwandais des FDLR.

QUELLE RÉPONSE APRÈS L'ATTAQUE DE L'AÉROPORT?

Le texte demande aux Nations unies de plutôt condamner «les massacres ethniques dans l'Est de la RDC et les déclarations belliqueuses des présidents de la RDC et du Burundi». Il prévient que le Rwanda a déjà mis en œuvre des mesures «préventives et défensives», sans préciser lesquelles, à la suite des menaces brandies par les présidents congolais et burundais. Malgré les dénégations de Kigali, des experts des Nations Unies affirment que le Rwanda soutient activement le M23.

Ils brandissent un document qui pointe une escalade dans le conflit, qui montre que depuis peu, le groupe rebelle M23 associé à celui plus récent, AFC, Alliance Fleuve Congo, serait équipé de missiles sol-air lancés à partir de blindés rwandais. Un soldat de l'armée rwandaise capturé par les FARDC à Sake, cité située à une vingtaine de kms de la ville de Goma, témoigne, dans une vidéo, et exhibe toute son identité. Parlant en Kinyarwanda, la langue rwandaise, le militaire donne son nom - Ndayambaje Abouba -, le nom de sa sœur - Samira -, celui de sa mère - Chantal, son village - Kayonza -, son numéro de matricule. Il donne la date de son recrutement dans l'armée rwandaise, la date de son envoi au Congo pour combattre aux côtés du M23. Il poursuit que nombre de ses frères d'armes ont péri au Congo, et que «c'est par miracle qu'il est en vie». Il lance un message aux jeunes rwandais de refuser de se rendre au Congo où ils n'ont aucune chance de survivre. Après ce témoignage et, surtout, après

l'attaque par des bombes de l'aéroport international de Goma, intervenue pendant que se tenait à Addis-Abeba Éthiopie, le 37ème sommet ordinaire des chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, l'Union Africaine, mais aussi et surtout une rencontre sur le Congo qui se tenait en marge de ce sommet au cours de laquelle a été évoqué entre autres «le retour à un dialogue constructif et réconciliateur entre Kinshasa et Kigali, la cessation immédiate des hostilités, le retrait immédiat du M23 des zones occupées et le lancement du processus de cantonnement de ce mouvement», quelle réponse le Congo pourrait-il donner à cette escalade? Kinshasa continue de privilégier l'option diplomatique tout en clairement se réorganisant. À Addis-Abeba, en Éthiopie, lors du 37e sommet ordinaire de l'UA, Paul Kagame a eu ces mots : «Le Rwanda n'hésitera jamais et ne s'excusera jamais pour protéger la sécurité de son peuple. Nous ne demanderons pas non plus la permission de le faire. Nous avons

perdu plus d'un million de personnes lors du génocide perpétré contre les Tutsis. Rien ni personne ne pourra nous reprendre. Les FDLR et leur intégration dans les FARDC doivent être abordés. Il ne sert à rien de discuter avec ceux qui ont répété leurs mensonges assez longtemps, ils en sont venus à les croire. Le Rwanda reste attaché à la paix, à travers les processus et mécanismes régionaux établis». Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, lui, a prononcé ces mots, «devant témoins et sans ambages», rapporte sur son compte X (@PatrickMuyaya) le ministre de la Communication et des médias Patrick Muyaya Katembwe: «Cette guerre n'est pas une invention de la RDC (...) Une guerre pour continuer le pillage de mon pays et faire le bonheur du Rwanda et de ses complices. On ne peut pas prétendre devenir protecteur d'une communauté d'un pays voisin. On ne va jamais négocier avec le M23. Je veux la paix mais pas à n'importe quel prix».

D. DADEI ■

Seule la force fait face à la force

Mettre en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser.

Que notre Congo soit si humilié depuis des décennies par certains de ses voisins relève de l'inacceptable pour un pays doté d'autant de moyens dont deux sont fondamentaux : la démographie et la richesse du sous-sol. Il arrive qu'on entende dans le monde que le Congo est le pays le plus riche de la terre au point de vue de son potentiel économique.

De quoi le Congo est-il naturellement doté ?

Quelques-unes de ses ressources exceptionnelles : 80 millions d'hectares de terres arables, le cuivre, l'or, l'étain, le coltan, le cobalt, le lithium, l'uranium.

À cela, s'ajoute un potentiel hydroélectrique énorme, une biodiversité avec la deuxième plus grande forêt tropicale du monde, une population qui dépasse les 102 millions d'habitants.

Qu'est-ce que les Congolais font ou ont fait à ce jour de ces richesses ? Rien hormis une exposition ou une disposition à l'exploitation par des passe-droits des multinationales étrangères que sont les pays voisins.

Qui ne sait que quand une telle situation arrive, cela n'est rien d'autre que signe de mauvaise gouvernance, de mauvaise compréhension ou de mauvaise hiérarchisation des priorités !

Quand le Congo aux immenses ressources naturelles est relégué au pied de l'échelle, comment des pays aux terres arides ou sèches (Corée, Dubaï, Kenya, etc.) ont su inspirer et inspirent respect ? Réponse : le savoir, la connais-



Seule la puissance de feu, la capacité de terreur conduit au respect, à un pôle de stabilité. DR.

sance, en clair, l'école ou la formation. Question : pourquoi notre pays n'en est-il pas là ?

LA PRISE DE CONSCIENCE.

Si on s'en prend à notre Histoire, on n'aurait pas tort.

Au Congo, la colonisation n'a pas été des plus exemplaires. Quelle colonisation est citée comme ayant été exemplaire ?

L'existence réside dans la conscience, la prise de conscience.

La prise de conscience de ce que l'on est ; la prise de conscience de ce que l'on doit être ; la prise de conscience de ce que l'on doit faire pour être.

Tout, dans la vie, est force ; seule la force fait face à la force. Cela a été vrai hier ; cela est vrai aujourd'hui ; cela le sera vrai demain et certainement toujours...

Entre individus ou entre États, c'est là la seule et unique façon d'établir un pôle de stabilité qui passe par l'équilibre des forces, une situation qui inspire respect pour tous.

Que le Congo se jette dans la prière, qu'il organise des manifestations contre certains de ses voisins, qu'il désigne des acteurs étrangers dans la guerre à laquelle il fait face dans sa

partie Est comme, de plus en plus, à l'Ouest avec l'incroyable phénomène de miliciens Mombondo qui ravagent l'espace Grand Bandundu, qui lui en fera le reproche ?

Mais, en l'espèce, la réponse adéquate consiste-t-elle à désigner ses agresseurs ou à apporter la réponse attendue, la réponse robuste ?

Prenons le tout récent cas, toujours en cours : celui d'Israël quand le mouvement palestinien, le Hamas, lance comme jamais une attaque contre l'État hébreu, sur le sol juif, et inflige à l'État hébreu un bilan humain sans précédent : 1.200 Israéliens tués dans la rue ou dans leurs maisons, 260 otages enlevés.

Ce fut au petit matin du samedi 7 octobre 2023 lorsque l'opération armée « Déluge d'Al-Aqsa » est déclenchée par le Hamas en réponse, dit ce groupe militaire palestinien, « aux attaques continues des forces israéliennes et des colons juifs contre le peuple palestinien, ses biens et ses lieux de culte, et plus particulièrement contre la mosquée Al-Aqsa dans Jérusalem-Est occupée ».

La réponse de l'État hébreu a été en retour de lancer l'opération « Épées de fer ».

Les premiers mots du Premier ministre Benjamin Nétanyahou prononcés le mercredi 11 octobre, face à la Knesset (le Parlement israélien), à l'annonce de cette opération, sont les suivants : « Israël est en guerre (...) ».

C'est vraiment une guerre pour notre chez-nous (...). Le 7 octobre restera un jour noir dans l'histoire des peuples et le jour le plus horrible pour le peuple juif depuis l'Holocauste nazi (...).

Cette guerre doit se terminer par une seule chose, une victoire totale en écrasant et éliminant le Hamas (...). Le Hamas est Daech, et le monde qui a été choqué par Daech et Al-Qaïda après les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis, doit le condamner et lui imposer des sanctions ».

Puis le go de la Knesset pour le nouveau gouvernement d'urgence mis en place pour mener la guerre d'effacement du Hamas.

Depuis, frappes intensives contre Gaza habité par plus de deux millions de Palestiniens, troupes au sol et dans des tunnels. Bilan, côté palestinien : 28.000 morts à ce jour, des quartiers entiers réduits en ruines.

Quelle puissance planétaire a condamné

Israël ? Au contraire, tous les dirigeants du monde ont estimé qu'Israël était dans son plein droit d'assurer la sécurité d'Israël par l'opération menée par Tsahal.

Si, aujourd'hui, face à l'offensive israélienne et la perspective d'une marée humaine, certains dirigeants comme le Français Emmanuel Macron en viennent à hausser le ton contre Nétanyahou ou insistent (le cas de l'Espagne et de l'Irlande) sur le « respect » des droits de l'homme, d'autres, (l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande) sont à « implorer » Israël à « ne pas s'engager » plus loin.

Les dirigeants de ces trois pays membres du Commonwealth craignent « une opération militaire sur Rafah (dans le sud de la bande de Gaza, ndlr, qui) serait catastrophique » au vu des « 1,5 million environ de Palestiniens réfugiés dans la zone » qui n'ont aucun autre endroit où aller.

Les Gouvernements espagnol et irlandais, « devant la situation critique à Rafah », adressent une correspondance à la Commission Européenne pour lui demander d'examiner « de manière urgente si Israël remplit ses engagements de respecter les droits humains à

Gaza », écrit le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, dans un texte sur le réseau social X (Twitter).

Israël serait-il allé si loin, aurait-il fait autant de morts à Gaza si l'État hébreu n'avait disposé d'une force militaire, n'avait bénéficié d'un aussi énorme soutien militaire de son allié, la plus grande puissance du monde, les États-Unis d'Amérique, et si sa diplomatie n'avait été si forte ?

Ce qui se passe à Gaza ressemble comme deux gouttes d'eau à ce qui se passe en Ukraine. La Russie, qui sent la menace à ses frontières

avec l'avancée des forces de l'OTAN, l'Alliance militaire Outre-Atlantique, se serait-elle permise d'envahir l'Ukraine si elle n'était pas une puissance militaire en mesure d'inspirer le respect ? Dans la vie, seule la force fait face à la force ! Face à la force, il n'existe aucune autre alternative : répondre ou se soumettre.

Face aux relations qui se détériorent jour après jour avec deux de ses voisins, Paul Kagame a, le 23 janvier, depuis Kigali, proféré des menaces : « Le Rwanda est un pays sûr et le restera. Quand il s'agit de défendre ce pays, qui a souffert pendant si longtemps sans personne pour l'aider, je n'ai besoin de la permission de personne pour faire ce qu'il faut pour nous protéger. Je n'ai pas répondu aux insultes qui viennent du Sud (Burundi, ndlr), de l'Ouest (RDC, ndlr). Celles-ci ne tuent pas. Donc, je ne peux pas (répondre). Ce n'est pas notre genre. Mais ils apprendront avec le temps. Ils apprendront qu'ils ont fait une grosse erreur ».

Un autre verbatim attribué au président rwandais : « Je suis sûr et certain que certaines personnes s'amuseront avec le feu alors qu'elles n'ont jamais été brûlées. Je le dis haut et fort

que si par malheur les combats entre les groupes armées à l'Est de la RDC et l'armée congolaise débordent jusqu'à violer la frontière rwandaise, le monde entier va blâmer le Rwanda pour ce que mon armée va faire contre la RDC. Kinshasa ne sera pas épargnée et, en moins d'une semaine, je le répète, en moins d'une semaine, l'armée rwandaise détruira toutes les grandes villes de la RDC et le monde va nous blâmer ».

Le Président rwandais aurait tenu ce discours sur la BBC. Le 3 février, l'ACP, l'Agence Congolaise de Presse, a qualifié ce texte de fakenews. « Il n'existe aucune trace d'une interview de ce genre sur les différents canaux de communication officiels de la BBC, ni sur ceux de Paul Kagame. En outre, ladite interview est dénuée et ce, à dessein, d'éléments référentiels (lieu, date, acteurs, contexte, etc.) qui auraient concouru à sa mise en branle », écrit sans détours l'agence officielle.

Reste que la multiplication de ces textes face à la situation que vit le Kivu appelle une prise de conscience des dirigeants congolais. Seule la force fait face à la force. Il est grand temps que le pays mette en place une stratégie de puissance qui seule passe par la puissance militaire et qu'il investisse dans la force et en prenne le temps.

Il n'est pas acceptable en aucune façon que le Congo ait recours à des forces étrangères pour défendre son territoire. Soyons-en convaincus : ce ne sont pas les moyens qui manquent à ce pays. Il suffit de mettre en place une task force d'intelligence (de stratégie) avec l'objectif de monter l'armée en puissance afin qu'elle dispose de la capacité de semer la terreur sur l'autre afin de le dissuader de ne jamais oser.

KKMTRY

Dans une interview à trois médias occidentaux, Félix Tshisekedi fait part de sa détermination face au Rwanda

Saura-t-on ? Saura-t-on jamais ? D'où est parti le fake diffusé par la radio publique belge francophone sur la présence du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à Kigali à la commémoration du génocide des Tutsis rwandais ? « La nouvelle » ayant été diffusée alors que le Président de la République venait de quitter la Capitale sans que ses services n'annoncent rien, et alors que le président sud-africain Cyril Ramaphosa dont des forces se trouvaient dans le Kivu aux côtés des FARDC, se trouvait à Kigali, nul n'aurait pu exclure l'hypothèse d'un tête-à-tête entre les deux personnalités. Fallait-il que ce tête-à-tête ait lieu au Rwanda, le pays de Paul Kagame ?

Le 7 avril, sur son compte X (Twitter @TinaSalama2), Tina Salama, la porte-parole officielle du Chef de l'État a démenti. « Le Président de la République Félix Tshisekedi n'a pas fait le déplacement à Kigali pour participer à la commémoration du génocide contrairement à ce que a été diffusé sur la @RTBF » (...). Sans cependant être précise. « Il effectuait plutôt un déplacement à l'étranger pour des dossiers urgents liés au pays ». Selon des informations du Soft International, le Chef de l'État qui est revenu le week-end à Kinshasa, n'avait pas fait le déplacement de Kigali. Il avait voulu prendre trois ou quatre jours, loin des dossiers. Certainement pas sur le continent européen. Ne dit-on pas que « le corps est un corps. Il a besoin d'un moment de répit... » ? Sur les relations avec Kigali, dans une interview accordée à trois médias occidentaux (l'édition Afrique du quotidien français Le Monde, la radio française Radio France, le quotidien économique américain, Wall Street



Face au Rwanda, Félix Tshisekedi est toujours le même. « Accepter le dialogue n'est pas signe de faiblesse ». DR.

Journal), le Président de la République est le même, toujours aussi intraitable. Il critique la présence des forces rwandaises sur le territoire congolais, l'appui de Kigali à la rébellion du M23, un groupe armé activement soutenu par le Rwanda, selon divers rapports des experts des Nations unies et qui a fait alliance, le 15 décembre 2023, avec un autre mouvement rebelle en créant une alliance appelée, AFC, Alliance Fleuve Congo. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dénonce la « complicité de la communauté internationale » dans ce conflit armé. Sur la déclaration de guerre annoncée par le Président de la République, « à la moindre escarmouche », réponse du Chef de l'État : « Oui, mais il y a eu depuis une intense activité diplomatique - pour ne pas dire des pressions sur la RDC - pour laisser une chance à la paix. Je n'emprunte pas cette voie par faiblesse, mais avec l'espoir qu'elle aboutira à quelque chose. Les provocations de Paul Kagame, le président rwandais, sont nombreuses, sa manipulation et ses mauvaises intentions ne font pas l'ombre d'un doute. C'est la

voie de la dernière chance, au-delà de laquelle nous répondrons aux escarmouches, parce que nous en avons les moyens ».

Vous refusez de négocier avec les insurgés, et n'acceptez de le faire qu'avec votre homologue rwandais. Est-ce qu'une rencontre avec Paul Kagame est prévue ?
C'est possible. Cela dépendra de la démarche qui est en cours actuellement. Le président angolais (João Lourenço) a été désigné par l'Union Africaine comme médiateur de cette crise. Je préfère ne pas spéculer sur ce qui va arriver ou pas.

Comment comprendre l'absence de progrès des opérations militaires congolaises et la progression du M23, épaulé par l'armée rwandaise ?
Il faut relativiser. C'est peut-être le cas sur certains axes, mais sur d'autres, nous les repoussons. Et ils ont compté beaucoup de morts dans leurs rangs. Mais cette guerre nous empêche de continuer les réformes de notre armée. Celle dont j'ai écrite était truffée de rebelles qui ont été intégrés après la signature d'accords

pour résoudre les précédentes crises impliquant des groupes armés, soutenus par le Rwanda. Cela explique les vraies difficultés que nous avons aujourd'hui. Nous devons séparer le bon grain de l'ivraie. Il y a des traîtres dans notre armée. Pas uniquement des rwandophones, il y a aussi des Congolais d'autres expressions linguistiques. Nous nous battons aujourd'hui à la fois contre un ennemi visible, le Rwanda, et un invisible, ceux qui ont infiltré nos rangs.

La RDC a fait appel à deux sociétés militaires étrangères privées, Congo Protection et Agemira, dirigée par un Français, Olivier Bazin, officiellement pour former ses soldats. Vos adversaires disent que vous avez recours à des mercenaires. Quelle est la différence ?
La différence, c'est que les mercenaires se battent et sont payés pour ça. Tandis que les sociétés d'instructeurs renforcent les capacités sur le terrain. Il leur arrive d'être sur le théâtre des opérations, mais ils ne se battent pas.

Ces sociétés appuient-elles et forment-elles aussi les

milices appelées «Wazalendo», alliées de l'armée congolaise ?

Elles ont un contrat avec l'État congolais et ne sont pas là pour entraîner les Wazalendo. (Ces derniers) sont des compatriotes de l'Est de la RDC, qui ont décidé de prendre les armes pour défendre leur communauté. Cela ne date pas de mon avènement. Au moment de leur création, l'armée ne faisait rien pour les protéger. Nous devons les valoriser et les canaliser. Ce sont des vaillants guerriers, mais ils n'ont pas suivi de formation. Il peut y avoir des atrocités, des débordements.

Ces milices pro-gouvernementales enrôlent pourtant des enfants-soldats.

Voilà pourquoi j'ai parlé d'encadrement. Mais arrêtez de regarder cette situation comme étant une situation normale, nous sommes ici dans un monde irréal. Certains d'entre eux ont vu leurs parents se faire violer, d'autres se faire massacrer ou décapiter. Ce ne sont pas des gens qui raisonnent comme vous et moi. Mettez-vous à leur place un seul instant. Ils se défendent avec tout ce qu'ils ont

pour le faire. Il faut juger les agresseurs, ceux qui les poussent à entrer dans cet état. Arrêtez vos regards occidentaux qui commencent à agacer les Africains. Vous les jugez en disant qu'il y a des normes internationales. Mais ils sont dans un tel état d'esprit qu'ils n'obéissent plus à rien, y compris à nous-mêmes. J'ai mis beaucoup de temps à établir un contact avec eux, à cause de la politique de bon voisinage que j'ai menée au début de mon premier mandat. Les Wazalendos m'ont considéré comme un traître pendant au moins trois ans. C'est lorsque cette politique a échoué, à cause, évidemment, du comportement du Rwanda, que j'ai basculé dans le camp du radicalisme.

Comment jugez-vous la réaction de la communauté internationale ?

Je vais être très dur : c'est de la complicité. Quand on a accusé Kagame de piller les ressources de la RDC, il a affirmé lui-même que ces dernières prenaient la direction d'autres pays et qu'elles étaient transformées là-bas. Ces pays font donc du recel.

Vous pouvez les

nommer ?

J'ai juste retenu que le Rwanda n'était pas seul responsable des malheurs du Congo.

Les condamnations internationales de l'action du Rwanda dans l'Est de la RDC ne suffisent-elles pas ?

Savez-vous combien de sanctions il y a eu dans le cas de la Russie et de l'Ukraine ? Je ne sais même plus. À la mort (de l'opposant russe) Alexei Navalny, il y en a eu 500 prises aux États-Unis. Pour un individu. Au Congo, il y a eu 10 millions de morts. Combien de sanctions contre le Rwanda ? Zéro. Et quand Kagame vient en Europe, on lui déroule encore le tapis rouge.

Le 27 mars, vous avez eu un entretien téléphonique avec Vladimir Poutine. Est-ce qu'un rapprochement avec la Russie, qui renforce sa présence en Afrique, est envisageable ?

Si elles respectent les lois de la RDC, il y aura des relations avec ce pays. Il y en a d'ailleurs déjà. Mais cela ne nous empêche pas d'être lucides. Nous sommes parmi les rares nations africaines à avoir condamné l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Nous savons ce que c'est que d'être un pays agressé et nous ne pouvons pas soutenir cela. J'irai au sommet Russie-Afrique au mois de juin. Pas parce que je vais défier qui que ce soit, mais parce que nous avons aussi des relations avec ce pays. Et puis, il pourrait y avoir d'autres choses intéressantes à faire avec la Russie.

Aujourd'hui, la démarche de l'Europe, pourtant partenaire naturel de l'Afrique, est biaisée. Quand l'Union Européenne accorde 20 millions d'euros d'aide à l'armée rwandaise, soi-disant pour l'aider à lutter contre les groupes djihadistes au Mozambique, ou quand cette même institution signe un accord sur les minerais avec le Rwanda, alors que ces richesses sont pillées au Congo, c'est incompréhensible et inaudible par l'opinion.

avec C. PIERRET ■



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1607 | JEUDI 2 MAI 2024 | 20 PAGES €7 \$8

«Rien ne doit être exclu»

Les dirigeants rwandais dans le viseur de l'Occident



À Paris Sur le perron du Palais de l'Élysée.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPÉRÉ

UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

« Rien ne doit être exclu », jamais Macron n'avait poussé aussi loin sur le Rwanda

Son pays est l'un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Mais la France qui siège avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, la Chine, est le pays qui, depuis la nuit des temps, a mission de rédiger les projets de résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies sur la région des Grands lacs africains. Que son président Emmanuel Macron, après l'échange vif du 7 mars 2023 survenu à Kinshasa avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au Palais de la Nation, siège de la République, ait pu avoir des mots aussi forts, lors de la conférence de presse commune animée mardi 30 avril 2024 à Paris au palais de l'Élysée avec son homologue congolais en marge de la première visite officielle de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, montre, le moins que l'on puisse dire, un changement d'attitude de la part des dirigeants français, européens, américains et d'ailleurs. Sur une question comme celle touchant au continent africain et, plus encore, aux Grands Lacs, Paris n'aurait jamais annoncé une telle position sans avoir au préalable harmonisé avec les autres plus grandes capitales, Washington, Berlin, Londres, Bruxelles, etc. Paul Kagame est-il dans le viseur des Occidentaux ?

«Rien ne doit être exclu». Une phrase très forte qui restera à jamais gravée dans la mémoire qui marque un virage. Une phrase qui n'aurait pu être prononcée à la légère par l'homme qui arme l'Ukraine contre la Russie jurant que cette puissance planétaire qui détient l'arme atomique ne pourra pas gagner la guerre face à l'un des tout petits pays dont



Les Présidents français et congolais mardi 30 avril 2024 lors de leur conférence de presse commune à l'Élysée. DR.

elle a déjà arraché des territoires. «Nous n'avons aucune difficulté à pointer les responsabilités. Je vais le dire avec le plus possible de clarté : la France condamne fermement l'action de tous les groupes armés et particulièrement l'offensive du M23 qui doit cesser les combats et se retirer des localités qu'il occupe (...). La France ne transigera jamais sur l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République démocratique du Congo. (...) Nous pensons que le dialogue et la recherche de la solution diplomatique et sécuritaire est plus efficace à ce jour. Mais rien ne doit être exclu ». Contre les dirigeants rwandais, toutes les hypothèses sont désormais sur la table ! Les sanctions certes mais pire, particulièrement, l'arrêt ou la suspension de toute aide. Une perspective que le Rwanda vivant de l'extérieur - un budget de 160 millions de \$US en 2024 financé aujourd'hui à 40% par des aides extérieures - ne saurait supporter. L'étude de Nsen-giyumva Samson, un Rwandais de Huye, à Butare, parlait déjà en 2009 d'un « budget de l'État (rwandais) appuyé par l'extérieur à 30%. Cette

situation n'octroie pas la liberté dans la planification et le suivi des dépenses publiques ». Les déclarations publiques d'Emmanuel Macron arrivent fin avril 2024, quand Kigali vit les trente ans du génocide anti-Tutsi que le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken reconnaît comme un génocide contre les Tutsis tout en ajoutant à ce génocide - c'est loin d'être anodin - les trois autres ethnies dont le discours public rwandais n'a jamais prononcé le nom, à savoir, les Hutus, les Twa et «autres».

L'ÉTAPE DE LA VÉRITÉ.

«Les États-Unis se tiennent aux côtés du peuple rwandais lors de Kwibuka 30, pour rendre hommage aux victimes du génocide. Nous pleurons les milliers de Tutsi, Hutu et Twa et autres dont la vie a été perdue au cours de 100 jours de violence indicible», a écrit sur son compte X (ex-Tweeter) le chef de la diplomatie américaine. En diplomatie, chacun mot est pesé, chaque mot a un sens. Rien ne doit, ne peut être négligé. Les mots préparent les terrains, annoncent les actes. Cette évolution dans le choix de mots n'a-t-elle

pas un sens dans la nouvelle compréhension américaine de la tragédie des Grands Lacs avec une ethnique majoritaire exclue « à jamais » du pouvoir ? Kagame qui ne laisse jamais rien passer a compris le message américain. Il y a répondu pris de colère. «Quand il s'agit du jour de la commémoration, qui est le 7 avril, auriez-vous la gentillesse de commémorer avec nous et de vous arrêter là ? Il y a 365 jours dans une année. Donnez-nous ce 7 avril, commémorez avec nous et ensuite, vous pourrez passer les 364 jours restant à nous blâmer pour tout ce que vous n'aimez pas - chez nous», a-t-il lancé sans retenue, signe de l'ampleur du choc inattendu. Kagame dit sa surprise quand « il croyait avoir conclu, il y a dix ans, un accord avec les autorités américaines pour qu'elles ne critiquent pas l'anniversaire du génocide ». Alors qu'on va sous presses, Le Soft International n'a pas vu une réaction américaine quelconque. Signe que Washington a minimisé cette réplique de Kagame. Cela en dit tout... L'allié Kagame des États-Unis et de nombreux dirigeants occidentaux, se conjugue-t-il désor-

mais au passé alors que tous les rapports d'experts neutres dont ceux des Nations Unies sont sans équivoque, documentent avec la plus grande précision, l'implication, la présence des militaires rwandais au Congo, aux côtés de ses alliés du M23-AFC ? En février, Washington avait exhorté Kigali de retirer ses troupes et ses systèmes de missiles de l'est du Congo, décrivant pour la première fois le M23 comme un groupe rebelle soutenu par le Rwanda. La ministre belge des Affaires étrangères Hadja Lahbib n'en dit pas moins. Mardi 30 avril 2024, lors de cette conférence de presse commune, Emmanuel Macron a appelé Kigali à « cesser tout soutien » aux rebelles du M23, à «retirer ses forces» du Congo. Le chef de l'État français a évoqué un «engagement» du président congolais à «mettre fin aux agissements des FDLR», des rebelles hutu rwandais dont la présence depuis 30 ans dans l'est du Congo est dénoncée par Kigali. «Nous sommes avec plusieurs autres alliés à vos côtés, vous le savez, pour mettre en œuvre cette avancée». Saluant la médiation anglaise,

Macron a souhaité «que d'ici à la fin de l'été, nous puissions avoir des initiatives pleinement concluantes pour sortir de la situation que vous connaissez depuis trop de temps». Le président congolais a hautement apprécié cette nouvelle posture. «Ce qui a le plus retenu notre attention (lors de cette rencontre, ndlr), c'est l'engagement encore plus grand de la France aux côtés du peuple congolais» pour trouver une issue au conflit avec le Rwanda. Puis : «Le Congo peut compter sur la France, qui sera à (ses) côtés pour trouver » la paix, sentant «une lueur d'espoir pointer à l'horizon». Puis : «Nous avons été poignardés dans le dos (...) J'ai été payé en monnaie de singe (...). Il ne sera possible de discuter avec le Rwanda qu'une fois que son armée aura quitté le pays ». Si Kagame invoque un M23-AFC qui se bat pour les droits des Tutsis congolais, nul doute, «enough is enough» (trop c'est trop), rien de tout cela ne paraît plus passer dans les chancelleries. Les Grands Lacs sont-ils arrivés à l'étape de la vérité ? Outre la France et les États-Unis, dans

le cadre du Conseil de Sécurité dont la mission est de «maintenir la paix et la sécurité internationales, de développer entre les nations des relations amicales, de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux et en encourageant le respect des droits de l'homme, d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes», mais dont surtout « le rôle central pour les sujets liés au maintien de la paix et de la sécurité internationales (est) d'imposer des sanctions ou encore autoriser des États à employer la force contre un autre État en cas d'agression», il faut noter l'attitude des deux autres membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la Russie et la Chine. Pays le plus doté au monde en minerais stratégiques ou critiques - cuivre, cobalt, lithium, coltan, germanium, etc., qui contribue à la modernisation et à la mitigation du changement climatique tant réclamé par la terre entière - l'heure a certainement sonné pour que Kinshasa hausse le ton en faisant prendre conscience. C'est à quoi s'attelle le président congolais en optant pour un discours guère entendu à ce jour très apprécié par les Congolais. Le 11 décembre 2023, en pleine campagne électorale, lors d'un meeting à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, à la frontière du Rwanda, il avait mis en garde Paul Kagame, sous les applaudissements du public, le comparant à Adolf Hitler lui promettant le sort du chef nazi. «Je vais m'adresser au président rwandais Paul Kagame pour lui dire ceci: puisqu'il a voulu se comporter comme Adolf Hitler en ayant des visées expansionnistes (au Congo), je lui promets de finir comme Adolf Hitler». LE SOFT INTERNATIONAL ■

Macron face à Fatshi : « Nous allons très fortement vous appuyer et nous réengager »

Ci-après les déclarations du président français Emmanuel Macron faites mardi 30 mars 2024 lors de la conférence de presse commune animée à Paris au Palais de l'Élysée avec son homologue congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à l'issue de sa première visite officielle en France.

« Monsieur le Président, cher Félix. (...) Je veux d'abord vous redire tout le bonheur que nous avons de vous avoir en France, Monsieur le Président. Je sais que les premiers jours, les premières heures de cette visite se sont magnifiquement passées et d'ailleurs traduisent, je dirai, la complétude de nos relations et de nos ambitions. Il y a un an, lorsque je me suis rendu à Kinshasa pour ma première visite en République démocratique du Congo, vous m'avez accueilli en ami - je ne l'oublie pas - et ce, jusqu'à Bandal. C'est donc naturellement en ami que j'ai le plaisir de vous recevoir ici à Paris ; car c'est ici Paris, pour cette nouvelle visite - la quatrième depuis que vous êtes chef de l'État, mais la première visite officielle - et je me réjouis de cette visite car elle témoigne de l'attachement qu'il y a entre nos deux pays dans des moments difficiles, il faut bien le dire, que vous vivez. Monsieur le Président, l'année dernière à Kinshasa, nous avons discuté des pistes de renforcement de ce partenariat bilatéral et je voudrais évoquer tout le chemin parcouru. D'abord, nous voulons continuer d'accompagner votre développement économique. On l'a évoqué ensemble, nos équipes ont travaillé sur ce sujet, et nous le faisons de manière partenariale, à votre écoute, en réponse à vos besoins, dans trois domaines principaux : l'appui aux métaux critiques, aux villes durables et à la transformation numérique. À ce titre, je me réjouis de l'intensification des investissements et des échanges commerciaux entre nos deux pays, le partenariat entre Alstom, Metrokin et AFC, qui sera conclu cet après-midi pour construire un train urbain à Kinshasa. Et nous voulons continuer d'aller de l'avant : nous avons facilité les mécanismes de financement, l'AFD a accru sa présence et continuera de le faire, la Banque publique d'investissement avance aussi avec les entreprises et le développement du secteur privé. Je sais votre attachement et je veux vous dire ici mon engagement pour aller plus loin sur des grands projets d'infrastructure : les corridors ferroviaires, y compris avec l'Angola, le projet Inga - et j'ai eu tout à l'heure le président de la Banque mondiale qui m'a dit son attachement et, si la France était prête à y aller à votre côté, sa volonté d'avancer sur ce sujet. Et je veux ici vous dire que nous sommes prêts à y aller. Et la volonté de continuer à avan-

cer fortement avec ce que nous avons signé ensemble, c'est-à-dire le travail du BRGM pour cartographier à vos côtés vos ressources minières, et notre volonté ensemble de travailler à une plateforme et un mécanisme de traçabilité de tous les minerais. Et ce mécanisme que vous appelez de vos vœux, c'est celui que nous soutenons, celui qui permet de lutter efficacement contre les trafics pour tous les minerais critiques, celui, par exemple, comparable au Processus de Kimberley pour le diamant qui existe aujourd'hui. Nous sommes volontaires pour avancer sur cette ligne, comme nous avons commencé à en poser les jalons lors de ma visite de l'année dernière. Nous souhaitons aussi poursuivre les discussions pour une convention fiscale bilatérale. Nous avons lancé également une communauté Afrique-France entrepreneurs à Kinshasa la semaine dernière pour rapprocher les jeunes entrepreneurs français et congolais. Tout avance et nous voulons donc aller encore plus loin sur le plan économique. Je sais que vos discussions de cet après-midi y contribueront fortement. Deuxièmement, la France déploie son action en appui de la population congolaise. Nous le faisons dans le sillage des actions que vous portez, Monsieur le Président, particulièrement en faveur de la jeunesse et des territoires. Depuis 2022, sur un horizon de trois ans, nous avons engagé ensemble pas moins de 500 millions d'euros dans votre pays pour des projets concrets en matière de santé, d'éducation, d'enseignement supérieur et de recherche, de formation professionnelle, d'entrepreneuriat culturel ou encore de sport. Une fois ces engagements respectés, et ils le seront bientôt, je souhaite que nous puissions signer prochainement un nouveau protocole pluriannuel (...). Troisièmement, la France voit dans la RDC un partenaire clé dans la protection des trésors que nous avons en partage. La forêt du bassin du Congo est l'un des poumons de notre planète. Nous avons lancé, lors de la COP 28 de Dubaï, un partenariat pour les forêts, la nature et le climat, ensemble aux côtés des États-Unis et de l'Allemagne, pour mutualiser les appuis financiers et techniques. Et je me réjouis que votre pays ait accepté de faire de Kinshasa la capitale hôte de la prochaine conférence des parties du partenariat pour les forêts du bassin du Congo, coorganisée avec le Gabon et la France. L'autre trésor que nous avons en partage avec les forêts, c'est la langue. La RDC est le premier pays francophone au monde. (...). Quatrièmement, nous voulons défendre la consolidation de la souveraineté de votre pays, c'est l'objectif de notre excellente coopération de sécurité et de défense. Le ministre des Armées se rendra donc prochainement dans votre pays sur la base des échanges que nous avons eus pour consolider, en particulier les initiatives en termes de formation, mais

aussi capacitaires, que nous pourrions prendre pour renforcer justement cette souveraineté. C'est ce qui s'est manifesté à travers notre soutien à la création d'une école de guerre à Kinshasa, par notre appui à la formation d'une brigade de combat en jungle de votre armée. Cette dynamique, nous voulons la poursuivre. Elle est clé, y compris pour donner une crédibilité à ce partenariat minier et au retour plein et entier de votre souveraineté dans toutes les régions de votre territoire. Et c'est pourquoi nous voulons être à vos côtés pour ces objectifs de défense et de sécurité. Et donc le ministre des Armées fera le suivi dans les prochaines semaines en se rendant à vos côtés. Enfin, votre visite intervient, je l'ai évoqué, dans un contexte particulièrement tragique pour le peuple congolais. Nous en avons évidemment longuement parlé avec le Président à l'instant. La population de l'Est de la RDC souffre depuis maintenant trois décennies des conflits armés, des déplacements de population et des ingérences étrangères. La France continuera à se battre pour qu'elle ne soit pas oubliée et qu'une solution soit trouvée. Et vous recevoir, passer le temps que nous avons passé à parler en détail de ce qui se joue, c'est aussi redire très clairement qu'il ne peut pas y avoir de double standard et que nous, qui défendons l'intégrité territoriale en Europe, nous la défendons aussi sur le continent africain. Dans ce contexte particulièrement douloureux, je veux évidemment réexprimer notre solidarité avec le peuple congolais et rappeler ici la position de la France. D'abord, la France ne transigera jamais sur l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RDC. Ensuite, nous n'avons aucune difficulté à pointer les responsabilités. Je vais le dire avec la plus grande clarté possible : la France condamne fermement l'action de tous les groupes armés, et particulièrement l'offensive du M23, qui doit cesser les combats et se retirer de l'ensemble des territoires qu'il occupe. Tous les groupes armés, je dis bien tous, doivent être désarmés progressivement, démobilisés. Et c'est un retour plein et entier à votre souveraineté qui doit s'en suivre. Le Rwanda - je l'ai redit au président Kagame dans un échange récent - doit cesser son soutien au M23 et retirer ses forces du territoire congolais. Je lui ai redit, et je le rappellerai dans les prochains jours. Et l'urgence est à la désescalade. Il est également important, dans le même temps, de lutter contre les discours de haine et l'action des anciens génocidaires du FDLR. Et je veux vous remercier pour les engagements très clairs que vous avez pris, pour à la fois agir de manière très concrète et assumer politiquement la lutte contre les FDLR, et, nous, engager la communauté internationale et les forces onusiennes pour accompagner le processus, évidemment, de DDR, de cette force. Aucune de ces forces n'a quelque légitimité que ce soit.

La seule force armée qui peut et doit opérer sur votre territoire, ce sont les forces armées de la RDC. La France salue l'engagement de la RDC à mettre fin aux agissements du FDLR, l'encouragement à mettre en œuvre cet engagement, et nous sommes avec plusieurs autres alliés à vos côtés, vous le savez, pour mettre en œuvre cette avancée. Enfin, la France s'est attachée aux processus diplomatiques régionaux. Nous pensons que la priorité doit être au dialogue et à la recherche d'une solution diplomatique sous l'égide du président angolais Lourenço, et nous soutenons cet agenda. Je souhaite qu'il puisse maintenant porter ses fruits de manière très concrète sur le plan justement des décisions sécuritaires et politiques. Et j'ai dit au président : nous allons très fortement l'appuyer, nous réengager, et je souhaite que d'ici à la fin de l'été, nous puissions avoir des initiatives pleinement conclusives pour sortir de la situation que vous connaissez depuis trop de temps. Voilà, Monsieur le Président, cher Félix, ce que je souhaitais dire aujourd'hui. Je tiens une nouvelle fois à saluer votre présence, qui est celle d'un ami, du président du plus grand pays francophone au monde, mais aussi du président d'un grand pays d'Afrique où se jouent beaucoup des questions sécuritaires, mais aussi beaucoup des questions de développement économique, naturel, et que nous accompagnons et accompagnerons dans la durée. Vous pouvez compter sur la détermination de la France. Merci beaucoup Président. (...). Aux questions de journalistes, réponse : « Sur les sujets mémoriels (...), il y a un exercice inédit, pas simplement de transparence, mais scientifique, qui a été conduit à ma demande. J'ai mandaté le professeur Duclert avec toute une commission d'experts reconnus, indépendants, qui, pendant de longs mois, ont fait un travail sur la base duquel j'ai prononcé le discours de 2021, qui est le seul discours et les seuls mots qui ont autorité en la matière. Il y a ensuite un travail historique et historiographique qui se poursuit, et tout a été mis à disposition avec un dialogue et d'ailleurs même un changement de nos règles à la lumière de ces demandes. Donc, je vous renvoie là aux travaux de la commission Duclert, à mon discours de mai 2021 sur ce sujet. Maintenant, je parle d'avenir. Sur la situation, notre volonté, c'est de la régler d'un point de vue militaire, sécuritaire et d'un point de vue politique, car tout se tient. Et vous avez raison, la situation que connaît l'est de la RDC étant enkystée au fond depuis trois décennies, et certains ont pris des habitudes, il faut bien le dire, et elle suppose d'avoir une réponse à l'égard de tous les groupes armés. C'est pourquoi je veux ici être très clair, puisque vous m'interrogez de manière générique sur la question des sanctions. La France, d'abord, a condamné publiquement les agissements rwandais à l'Est de la RDC, et

ce, à plusieurs reprises depuis la fin 2022. Nous avons aussi pris des sanctions : au niveau européen, c'est parce que la France a plaidé justement pour le renforcement du régime en vigueur en décembre 2022 que des mesures restrictives individuelles inédites ont été prises six mois plus tard à l'encontre des groupes armés congolais M23 et FDLR et d'un officier rwandais impliqué sur le terrain, au Nord-Kivu. Nous continuerons à explorer cette voie à chaque fois qu'elle sera nécessaire ; on a d'ailleurs parlé très précisément avec le Président de ce sujet. Pour le moment, nous considérons que, d'abord, on continuera à apporter des sanctions comme ça individuelles et ciblées en fonction des évolutions sur le terrain. Notre priorité, elle est à l'action DDR à l'égard de tous les groupes armés, réimplication des forces régionales onusiennes reconnues et acceptées par la RDC sur son sol, et avec un travail et des engagements que nous demandons au Rwanda. Et, ce faisant, nous pensons que le dialogue et la recherche de la solution diplomatique et sécuritaire est plus efficace à ce jour. Mais rien ne doit être exclu et nous ferons tout ce qui est utile à chaque étape, comme nous l'avons fait tous ces derniers mois et ces dernières années ». Sur la situation au Nord-Kivu « pire aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a un an avec le M23 qui a avancé, qui entoure Goma », sur « l'engagement de la France au Rwanda - fortes relations diplomatiques et militaires - peut-elle encore peser sur ce processus qui se porte très mal », réponse : « L'engagement du président Lourenço est une chance pour la sous-région, et je crois vraiment pouvoir le dire pour la RDC aussi, et il le fait avec beaucoup d'engagement, de courage et de ténacité. Et donc, nous soutenons ces efforts, et nous nous coordonnons très étroitement avec ce qui est fait par le président Lourenço. (...) Le rôle de la France est d'abord d'avoir une voix claire sur la question de la souveraineté territoriale en Afrique. Et je pense que c'est très attendu sur le continent et c'est très attendu pour la crédibilité même de notre action. Je l'ai dit, il n'y a pas de double standard. Et donc, on ne peut pas dire chaque jour que la souveraineté territoriale en Europe justifie des efforts massifs et notre soutien à l'Ukraine, mais que la souveraineté territoriale de la RDC, ce serait une question secondaire. Non, donc ça, on y tient. (...) Je me fais fort de convaincre d'un retrait en parallèle de leurs forces qui n'ont rien à faire sur le sol congolais. Et si on arrive à réenclencher un tel processus, la confiance se crée. Je suis très prudent, parce que vous avez raison de rappeler que les derniers mois ont plutôt été vers un accroissement des tensions. (...) Ce qui est fait pour reformer, recréer l'unité des forces armées en RDC et reprendre la totalité de la souveraineté du territoire est très important côté congolais ».

Les forces nucléaires russes en alerte

Lire l'article en page 20.



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1608 | VENDREDI 10 MAI 2024 | 20 PAGES €7 \$8

**Quelle
réponse**

**S'il faut en reculer l'échéance,
allons à la réponse pour l'honneur**



Pour l'honneur et la dignité du Congo et des Congolais, s'il faut reculer l'échéance de la réponse contre le Rwanda, il faut aller à la réponse. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Quelle réponse contre le Rwanda

Mille fois, le Président de la République a usé de mots forts, inattendus par le Congo à l'égard du Rwanda. Lors de la campagne électorale à son meeting à Bukavu, à la frontière rwandaise, comme dans la Capitale Kinshasa, en fin de campagne, lors du meeting, il s'est poussé plus loin encore. À Bukavu, il avait traité publiquement Paul Kagame d'Adolf Hitler lui promettant le sort réservé au chancelier de l'Holocauste.

À Kinshasa, il avait juré qu'à la moindre escarmouche, il déclarerait la guerre au Rwanda après avoir sollicité et obtenu l'autorisation des deux Chambres législatives ; qu'il n'avait nullement besoin d'envoyer des troupes au sol puisque les FARDC, Forces Armées congolaises, grâce à une nouvelle puissance de feu acquise, pouvaient désormais frapper le Rwanda depuis le Congo. Lors de son tout récent déplacement en Europe, en Allemagne, en France, en Belgique, le Chef de l'État n'a pas été plus tendre à l'égard du régime rwandais. Sur la chaîne allemande DW, la Deutsche Welle, dans une interview au quotidien conservateur français Le Figaro, à la chaîne commerciale conservatrice française LCI, face au journaliste de père iranien et de mère suisse, Darius Rochebin, certainement le plus suivi des chaînes de télévision françaises d'informations en continu, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est resté très coriace même s'il a fait savoir que contacté par des partenaires de son pays, il avait décidé de donner une chance - mais «la dernière» - à la paix. Sur la DW, sur une rencontre éventuelle avec Kagame : « Il y a



La puissance de feu inspire le respect. Seule la puissance fait face à la puissance. DR.

maintenant une tentative que nous, nous estimons être de la dernière chance. Et moi (...), je donne la chance à la paix. Le plus possible». Au Figaro, sur la guerre avec le Rwanda : « Bien sûr, qu'une guerre est possible, je ne vous le cache pas. Mais je veux reculer cette échéance le plus loin possible car je préfère mettre toute notre énergie et nos richesses au profit du développement des 145 territoires de la RDC plutôt que dans l'effort militaire ». Pays agressé depuis trente ans par ses voisins, en tête le Rwanda (deux marches sur la Capitale, la première de l'Afdl de 1996 à 1997, la deuxième du RCD de 1998 à 2006 qui tenta en vain de s'emparer du pouvoir à Kinshasa, plusieurs groupes armés pro-rwandais, CNDP, M23, AFC), conflit qui a fait dix fois plus de morts au Congo que le génocide rwandais, 7 avril-17 juillet 1994, le président de la République peut-il/va-t-il passer de la parole aux actes ? Certes, il faut se remémorer ses paroles ci-après : «Moi, je donne la chance à la paix. Le plus possible». Lors des ren-

contres avec ses compatriotes à Kigali et devant d'autres instances, Paul Kagame se moque du Congo dans ses prises de parole publiques. Il déclare que des dirigeants qui ne savent/ne peuvent pas donner à manger et à boire à leur population, comment sauraient-ils attaquer un autre pays et avec quels moyens, suscitant des ovations.

LA CRÉDIBILITÉ MISE EN DOUTE.

Si le Congo est de loin naturellement plus riche que le Rwanda - son sol, son sous-sol, son étendue géographique, sa population - même s'il est connu comme le pays qui mit fin à la première offensive de l'armée rebelle rwandais, le FPR, Front Patriotique Rwandais, venu de l'Ouganda pour s'emparer du pouvoir à Kigali aux mains des Hutus majoritaires dans le pays, neutralisant le chef du FPR, Fred Rwigema, dès le deuxième jour du lancement le 1er octobre 1990 d'une offensive qui marque le début de la guerre civile rwandaise, le Congo dispose-t-il aujourd'hui de la même puissance militaire qu'en 1990 ?

La mort dans les combats de Fred Rwigema, né Emmanuel Gisa, l'un des fondateurs du FPR, considéré au Rwanda comme un héros, fut une tragédie pour les rebelles Tutsis. Le FPR/APR s'arrêta net, reparti d'où il était venu mais en rappelant des États-Unis, sur ordre du président ougandais Yoweri Museveni, l'alors jeune Tutsi Paul Kagame qui stoppait son stage de commandement militaire à Fort Leavenworth, au Kansas.

Des biographes du dirigeant rwandais renseignent que porté à la tête du FPR, Kagame connut des victoires comme des défaites. S'il négocie les accords d'Arusha, en Tanzanie, avec le pouvoir Hutu en vue de mettre un terme à la guerre civile, il opte pour la stratégie de fight and talk (faire la guerre et le dialogue en même temps avec ses ennemis). Peu avant ces négociations et alors qu'il se rend mi-septembre 1991 à Paris, Kagame est arrêté pour terrorisme. Il revenait d'une réunion avec deux conseillers du gouvernement français en charge de questions africaines à l'Élysée, Jean-Chris-

tophe Mitterrand et Paul Dijoud.

« Les accompagnateurs du major Kagame, qui circulaient avec des valises de billets, s'étaient fait repérer par la police et ont été arrêtés, sans que le Quai d'Orsay en ait été averti, puis libérés le soir après l'intervention du ministre des Affaires étrangères », confie Paul Dijoud. Paul Kagame affirme que ce conseiller de l'Élysée l'avait averti que s'il n'arrêtait pas les combats au Rwanda, tous les siens seraient massacrés. Mais l'attentat en 1994 contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, de retour des négociations d'Arusha, accélère les progrès du FPR vers la victoire militaire et cela survient malgré un nombre d'hommes inférieur (15.000 contre 50.000 pour le pouvoir) et des moyens militaires plus limités. Cet épisode de l'histoire du Rwanda, le fight and talk, des menaces occidentales qui n'empêchent pas la prise du pouvoir, fonde-t-il la stratégie rwandaise au Congo ?

Comment expliquer qu'alors que deux Capitales parmi les plus importantes à Kigali, Paris et Wash-

ington, changent de ton en montant en première ligne contre la guerre au Kivu, que les militaires rwandais continuent d'être présents sur le territoire congolais aux côtés du M23 et de l'AFC et que, pire, ils viennent à larguer des bombes trois fois de suite à ce jour dont les plus tragiques sont celles lâchées le 3 mai sur Mugunga, dans la périphérie de Goma, sur un camp de déplacés de guerre, tuant trente-cinq personnes dont des enfants, en blessant une trentaine ? Comment un pays qui vit de l'aide internationale peut-il continuer à boucher ses oreilles face à ses pairs africains et face aux États-Unis ?

Après l'attaque de Mugunga, le porte-parole du département d'État, Matthew Miller a accusé nommément des forces armées rwandaises, l'armée régulière, ainsi que le M23 pro-rwandais. « The U.S. strongly condemns the attack today from Rwanda Defense Forces and M23 positions on the Mugunga camp for Internally Displaced Persons in eastern Democratic Republic of the Congo. It is essential that all states respect each other's sovereignty and territorial integrity ».

- Matthew Miller, @StateDeptSpox, May 3, 2024. Jamais auparavant, Washington n'avait aussi précisément fait mention d'une implication directe du régime de Kagame dans la guerre au Congo. Cela en dit long sur la suite des événements ? Certes, la porte-parole de Paul Kagame, Yolande Makolo, a reçu les mots du pouvoir en qualifiant la déclaration américaine de «ridicule» et d'«absurde» attribuant ces bombardements aux rebelles Hutus des FDLR, les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda et aux milices Wazalendo qui, explique-t-elle,

sont soutenues par les forces armées congolaises.

«This is ridiculous Matthew, how do you come to this absurd conclusion ? The RDF, a professional army, would never attack an IDP camp. Look to the lawless FDLR & Wazalendo supported by the FARDC, for this kind of atrocity», @YolandeMakolo May 4, 2024.

Viendra, viendra pas cette réponse militaire musclée de Kinshasa ? Qu'elle mette du temps ou pas, et même si la paix est préférable à la guerre, une vérité s'impose aux yeux de tous : aucun Congolais ne comprend/ne comprendra une absence de réponse de Kinshasa. Tout dans la vie est question de puissance. Que cela prenne du temps ou pas. Mais on ne frappe pas partout. Pas n'importe où. Pas n'importe comment. Pas n'importe quand. Le droit international veille. S'il faut frapper, il faut s'assurer de tout, disposer d'alliés. C'est le cas d'Israël à Gaza. Il y a occasion et opportunité.

Reste cette phrase de Macron prononcée le 4 mars 2023 à la conférence de presse commune du Palais du Peuple avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Qui glace le sang...

« Depuis 1994 - pardon de le dire dans des termes aussi crus - vous n'avez jamais été capables de restaurer la souveraineté ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative de votre pays. C'est une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur, dans cette affaire ».

Macron n'est pas le seul dirigeant du monde à penser ainsi. Pour l'honneur et la dignité du Congo et des Congolais, s'il faut reculer l'échéance de la réponse, il faut aller à la réponse.



Les déclarations du Chef de l'État sur le Rwanda dans les médias européens

Le président de la République a quitté Kinshasa le 28 avril pour des visites en Allemagne, en France, en Belgique avant de regagner le pays dimanche 5 mai écourtant ce voyage après des bombardements le 3 mai du camp du site de déplacés de Mugunga, près de Goma, par le mouvement M23 et l'armée rwandaise. Bilan : au moins 35 morts dont des enfants et plusieurs blessés. Ce n'est pas la première fois que le Rwanda lâche des bombes sur le territoire congolais. Le 25 janvier, des bombes larguées à l'aveuglette par le M23 et l'armée rwandaise avaient tué 19 personnes. Au mois de février, la même coalition armée avaient largué des bombes sur le marché de Mugunga. Heureusement qu'il n'y avait pas encore fréquentation sur ce lieu de négoce. En Allemagne, à Berlin, ce fut une visite de travail tandis qu'en France, il s'y est rendu en visite officielle, la première visite de cette nature en France du président congolais.

Une tournée qui a permis au Président de la République de communiquer fortement à travers au moins trois médias d'importance planétaire, la chaîne allemande DW, Deutsche Welle, le quotidien conservateur français Le Figaro, et la chaîne commerciale conservatrice française LCI, face au journaliste Darius Rochebin, certainement le plus suivi des chaînes de télévision françaises d'informations en continu. Ci-après extraits marquants de verbatims.

Sur la DW, question : « Vous êtes le président d'un pays qui dispose d'immenses richesses. Et récemment, la RDC a accusé la multinationale Apple d'utiliser des minerais issus d'exploitations illégales acheminés et blanchis principalement vers le Rwanda en finançant même des groupes armés dans l'est de la RDC. Il y a même un ultimatum posé. Pour quoi exac-



Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo le 9 mai, sur LCI avec Darius Rochebin. DR.

tement?», réponse : « Mais pour que ça cesse, tout simplement. Ça fait 30 ans que ça dure. Le Rwanda a découvert qu'en République démocratique du Congo, il y avait des minerais. Le Rwanda a noué des contacts dans la communauté internationale qui lui ont permis justement d'être le receleur, le vendeur de ces minerais du sang. Des minerais obtenus par la violence exercée sur nos populations pour les pousser à quitter les localités dans lesquelles on trouve ces minerais. Question : « On a la présence aujourd'hui du M23 qui est soutenu par le Rwanda. Votre gouvernement l'a dit plusieurs fois. Est-ce que dans les prochains jours, vous prévoyez de rencontrer Paul Kagame?», réponse : « Il y a maintenant une tentative que nous, nous estimons être de la dernière chance. Et moi, comme je l'ai dit, je donne la chance à la paix. Le plus possible. Question : « Mais, en décembre 2023, vous étiez plus incisif. Vous disiez alors : « À la moindre escarmouche, on va attaquer le Rwanda », réponse : « Tout à fait. Vous savez, lorsque j'ai haussé le ton, les partenaires de mon pays sont venus me voir. J'ai bien voulu leur accorder évidemment cette chance aussi, d'essayer pour la dernière fois quelque chose. C'est ce qui se passe en ce moment ».

Au Figaro, question : « Macron a-t-elle été

à la hauteur de vos attentes? », réponse : « Je suis satisfait de cette rencontre avec Emmanuel Macron, qui a évolué depuis sa visite à Kinshasa, en mars 2023 » (...). Nous nous sommes mis d'accord sur beaucoup de choses, notamment sur les sanctions que la RDC demande à la communauté internationale de prendre contre le Rwanda. Ce pays, qui est notre voisin, viole notre territoire pour piller nos minerais critiques et terroriser nos populations. Nous ne qu'émanons pas la pitié. Nous voulons que la France joue de son influence en qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, tout comme la Chine ou les États-Unis, pour châtier le régime rwandais. Pourquoi y aurait-il deux poids, deux mesures ? Pourquoi, d'un côté, la Russie qui envahit l'Ukraine serait sanctionnée, et pas le Rwanda, de l'autre, qui nous agresse depuis trente ans ? C'est inexplicable (...). À l'Est, c'est un génocide qui se produit là-bas, dix

fois plus grave que celui qui a frappé le Rwanda en 1994 ! Il est documenté, et toutes les organisations internationales peuvent en témoigner. Depuis trente ans, cette tragédie a fait dix millions de morts, provoqué le déplacement de sept millions de personnes dans des conditions infra-humaines. Je suis à la tête du pays qui abrite le plus de personnes déplacées par la force au monde. Et cela par la faute du Rwanda, qui veut la balkanisation ethnique de la République démocratique du Congo ».

« LE M23 EST UNE COQUILLE VIDE ». À la question du journaliste, « vous reprochez au Rwanda de soutenir le M23, mouvement constitué de Tutsis qui pourchassent les génocidaires hutus de 1994 venus se réfugier en RDC, que le président rwandais vous accuse d'armer », réponse du Président de la République : « Le M23 n'est qu'une coquille vide ! Il ne compte peut-être que 500 miliciens. Non,

ce sont des militaires rwandais qui sèment la mort sur notre sol. Ils ne répondent à aucune idéologie. Ils sont là pour nous piller et introduire l'anarchie en RDC. Paul Kagamé, le président rwandais, n'a cessé de le nier dans des sommets internationaux jusqu'à ce que des experts de l'ONU documentent récemment ce que j'affirme haut et fort. Le caractère criminel des atrocités commises par Kagamé et sa bande - pillage du sous-sol et massacre des populations - est connu depuis longtemps. Sa défense a alors consisté à dire que la RDC armait, de son côté, le mouvement FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda, constituées d'anciens génocidaires hutus rwandais, ndlr). Ce qui est archi-faux. Le caractère criminel des atrocités commises par Kagamé et sa bande - pillage du sous-sol et massacre des populations - est connu depuis longtemps ! Le rapport Mapping des Nations Unis dénonçait déjà les crimes de guerre perpétrés en RDC, de

1993 à 2003, par les Rwandais, les Burundais et les Ougandais. L'inertie de la communauté internationale est incompréhensible (...). Ce n'est pas à la RDC de dicter les sanctions qui doivent pénaliser le Rwanda. Quant à Paul Kagamé, il mérite beaucoup plus que la Cour pénale internationale ! » Question : « Dans ces conditions, un dialogue est-il toujours d'actualité avec Kigali ? », réponse : « Une initiative existe en ce sens sous l'égide du président angolais, Joao Lourenço. Nos délégations vont se retrouver à Luanda ces jours-ci pour travailler et trouver un terrain d'entente. Moi, je demande une chose simple : que le Rwanda retire ses troupes du territoire congolais ». « Si un terrain d'entente n'est pas trouvé, une guerre est-elle possible entre la RDC et le Rwanda ? », réponse : « Bien sûr, qu'une guerre est possible, je ne vous le cache pas. Mais je veux reculer cette échéance le plus loin possible car je préfère mettre toute notre énergie et nos richesses au profit du développement des 145 territoires de la RDC plutôt que dans l'effort militaire. J'ai procédé à de nombreuses réformes pour encourager notre économie. Malheureusement, l'insécurité qui règne à l'est fait peur aux investisseurs. Je veux néanmoins rester optimiste, car notre cause est juste. Nous finirons par avoir raison. J'ai effectivement chargé un cabinet d'avocats américain et un autre français de lancer une action contre Apple ». Question : « Vous voulez également

engager une action en justice contre les multinationales qui exploitent ou achètent les richesses de votre sous-sol... », réponse : « J'ai effectivement chargé un cabinet d'avocats américain et un autre français de lancer une action contre Apple. Je veux que s'arrête l'exploitation illégale et clandestine, le pillage barbare de nos minerais critiques par des firmes multinationales. Cela représente des milliards et des milliards de dollars et une véritable prime à la guerre. Ces firmes se fourrissent, c'est prouvé, via le Rwanda, lequel n'a aucune ressource dans son sous-sol ». Sur la chaîne LCI, invité samedi 4 mai du journaliste Darius Rochebin, sur les implications des alliances du Congo avec la Russie et la Chine, des nations souvent critiquées pour leurs régimes autoritaires, le président a recadré le journaliste, rappelant les failles des pays occidentaux en matière de droits humains. Il a évoqué les manifestations en France où, selon lui, les droits de l'homme n'ont pas toujours été respectés. « Qu'est-ce que la Démocratie ? C'est quoi la démocratie ? » Le président a partagé ses observations de son dernier voyage en Chine, où il a perçu des Chinois satisfaits de leur gouvernement et de la manière dont le pays est géré. Sur les médias, le président a exprimé une méfiance prononcée envers les médias internationaux. « Ils peuvent être manipulés par ceux qui possèdent les ressources nécessaires ».



LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

Face à la guerre que faire ?

Le conflit qui éveille l'Est du pays a pris une nouvelle tournure le week-end dernier. Trois villes du Nord-Kivu ont été prises par les rebelles de la coalition M23-AFC appuyés par l'armée rwandaise. Ces rebelles ne se contenteraient plus de ces cités, dont d'autres concentrées de minerais stratégiques, telle la cité minière de Rubaya d'où est extrait 50% du coltan produit au Congo. Selon plusieurs sources documentées, l'armée ougandaise a joué un rôle clé dans ces dernières opérations militaires. Des vidéos ont montré une succession de véhicules militaires ougandais - une vingtaine au total - pénétrant sans aucune obstruction à Kanyabayonga, venus en ravitaillement aux forces d'agression.

Trois pays voisins de l'Est sont donc désormais clairement identifiés et coalisés dans la guerre aux côtés des rebelles du M23-AFC. Il s'agit du Rwanda, de l'Ouganda, du Kenya. Le président du Kenya, William Ruto qui fait face à une violente contestation populaire dans son pays, a eu droit le 23 mai 2024 à Washington, à la Maison Blanche, à un tapis rouge, accueilli, lui et son épouse, par le président américain Joe Biden et son épouse, Jill Biden, née Jill Tracy Jacobs. Il y effectuait une visite d'État de trois jours, la première à Washington, à la Maison Blanche, d'un président africain, depuis 2008, année qui avait marqué la visite du Ghanéen John Kufuor. Si la guerre du Kivu n'a pas officiellement été mentionnée dans les échanges entre Joe Biden et William



Des camions militaires ougandais de ravitaillement montrés sur des vidéos à Kanyabayonga. DR.

Ruto, il serait étonnant que la question n'ait pas été abordée, que William Ruto, qui se sent la vocation de se faire reconnaître comme le leader du Continent africain, depuis l'envoi de ses policiers à Haïti, n'ait pas donné son avis d'autant que la sécurité dans la sous-région était au menu de ces entretiens. La présence de la police du Kenya fait partie d'un programme multinational de lutte contre les gangs et de rétablissement de l'ordre dans la nation caribéenne.

JAMAIS CELA N'AVAIT ÉTÉ ÇA.

« Le Kenya a de solides références en matière de rétablissement de la paix et de résolution des conflits à l'échelle mondiale. La présence de nos policiers en Haïti soulagera les hommes, les femmes et les enfants dont la vie a été brisée par la violence des gangs », s'était vanté Ruto, lors d'une réunion d'information préparatoire au déploiement tenue au Collège de formation de la police administrative à Embakasi. Ajoutant : « Nous travaillerons avec la communauté internationale pour apporter une stabilité durable en Haïti ». L'homme qui, à la veille de son élection, le 13 septembre 2022, comme président du Kenya, après avoir été vice-président comme colistier de l'ancien

président Uhuru Kenyatta, de 2013 à 2022, était connu pour son total mépris du Congo. À plusieurs reprises, dans ses meetings de campagne, il avait comparé le Congo à un « pays dont le peuple ne savait que boire, chanter et danser ».

Le 22 mai, à la veille de sa rencontre avec Joe Biden, il s'était exprimé sur la guerre au Congo.

Le président kényan, allant à l'encontre de tous les rapports des experts des Nations Unies confirmés par les services américains, ce qui avait entre autres conduit aux déclarations publiques du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, qui avait cité nommément les troupes rwandaises se battant aux côtés du M23-AFC, sur le sol congolais, avait publiquement nié toute idée d'une guerre menée par le Rwanda au Congo en prenant position pour le régime rwandais.

« En quoi le M23 est-il le problème de Kagame ? C'est un problème congolais. En tant que chefs d'État, lors d'une réunion, nous avons demandé : « le M23, les membres de ce groupe, sont-ils des Rwandais ou des Congolais ? » Et la RDC nous a dit : « Ce sont des Congolais ». Point barre ! Comment est-ce que cela devient un problème du Rwanda ? »

Lors de cette interview, réalisée et diffusée par Jeune

Afrique et The Africa Report, dans le cadre de l'événement Africa CEO Forum 2024, qu'organise le magazine transafricain basé à Paris, William Ruto se trouvait aux côtés des présidents rwandais Paul Kagame et mozambicain Filipe Nyusi. Outre cela, deux géants mondiaux américains de l'électronique, Google et Microsoft, sont en pointe à Nairobi, ville considérée comme le centre technologique sous le nom de Silicon Savannah. L'exploitation des « minerais de sang » par la coalition M23-AFC et par le Rwanda dénoncée par le Congo qui a initié une action judiciaire à l'international, serait-elle étrangère à ces prises de position kényannes ? Pour avoir été le premier président africain à avoir eu les honneurs d'une visite d'État à la Maison Blanche depuis 2008, qui a envoyé sa police en Haïti faite d'unités spécialisées telles l'Unité de Déploiement Rapide, RDU et l'Unité des Services Généraux, GSU, qui dirige la mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti et combat pour ce pays situé sur le continent américain, à des milliers de kilomètres du Kenya, mais sous financement américain, comment en effet ignorer que William Ruto cherche à se faire reconnaître en Occident comme le seul leader africain interlocuteur du reste du monde ?

Aux déclarations de Ruto, il faut ajouter celles récentes du président rwandais en campagne pour sa réélection qui a déclaré sur France 24, la chaîne d'information en continu, que son pays « est prêt à faire la guerre au Congo. Nous n'avons peur de rien... »

L'ancien chef d'État major rwandais en charge de l'armée de terre, le Lieutenant général Mubarak Muganga, promu en juin 2023, Chef d'État major général des Forces Rwandaises de Défense, RDF, Mubarak Muganga, en a ajouté une couche, non des moindres : « J'ai été nommé par SE le Président Paul Kagame rien que pour faire la guerre. Mais cette guerre, on ne va pas la faire ici au Rwanda, nous irons la faire en RDC. Qu'on ne cache plus rien. Car s'il n'y a pas guerre, je serai au chômage. Les bombes, nous n'allons pas les poser sur notre propre sol. Nous allons les poser sur le sol de la RDC. J'ai entendu trop de gros mots. Ils croient que s'ils sont gros obèses, c'est ça la force. Notre objectif est de détruire la RDC avant la fin de cette année 2024. Nous avons attendu que son général Tshiwewe attaque le Rwanda. Jusqu'à présent, rien. C'est nous qui devons attaquer en premier. Et quand nous allons attaquer, ce n'est pas à un seul endroit car le pays est 89 fois plus que le Rwanda. Nous

allons les tuer 89 fois. Bunagana, Masisi, Rutshuru et autres nous appartiennent pour toujours. Mais nous irons plus loin que ça. Les mots ne blessent pas. Mais les actions fortes sur le terrain vont amener ce pays à comprendre la force du Rwanda ».

COMMENT ? DIALOGUER ?

Entre le Congo et le Rwanda, jamais, depuis l'Afdl, le conflit n'avait atteint un tel niveau d'hostilité. Que peut faire notre pays face à cette guerre ? Selon nos informations, des élus du Nord-Kivu auraient résolu de pousser au dialogue avec les rebelles M23-AFC. Ce serait la seule façon pour eux de mettre fin à ce conflit. Si dans un conflit, un accord est toujours souhaitable, la question est de savoir quand y aller et comment y aller. Lorsqu'il y a un conflit, on ne va pas au dialogue en position de faiblesse sauf si aucune issue n'existe. On y va en position de force afin de parler face à face mais certes l'option est du domaine des seuls militaires au front et en mesure d'évaluer les capacités en présence. C'est eux et eux seuls qui sont en mesure d'indiquer à un moment, aux politiques, quelle issue suivre. Mais la décision finale revient aux politiques et aux politiques seuls. Dans son discours le 30 juin 2024 à

l'occasion de la fête de l'indépendance, le président de la République a eu ces mots : « Ce qui se passe à Kanyabayonga, à Kayini, aux villages du Sud de Lubero ainsi que dans les territoires de Rutshuru, de Nyirangongo et de Masisi, constitue une agression flagrante contre notre souveraineté nationale et la paix de notre peuple. (...) Soyez assurés que je mets tout en œuvre pour rétablir la sécurité et protéger tous nos concitoyens ». Le même 30 juin, lors d'un Conseil Supérieur de la Défense qu'il a présidé en toute urgence, le Président a annoncé des mesures pour récupérer « rapidement » des localités occupées par les forces rwandaises. « Après plus des 3 heures de discussions, un tour d'horizon avec les différentes autorités militaires, des perspectives des mesures ont été proposées au Président de la République pour que les Forces armées de la RDC puissent très rapidement remettre de l'ordre dans cette partie du pays et reprendre certaines autres localités qui ont été occupées par les forces rwandaises », a déclaré le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe. Il est minuit. Il est urgent que la réponse vienne. La cité de Kanyabayonga n'est séparée de la troisième ville du pays, Kisangani, que de 830 kms. Kisangani est le fief sociologique du chef de cette rébellion, Corneille Nangaa Yobeluo qui, lors de la journée de l'indépendance, a prononcé un discours virulent répétant les mêmes récriminations, appelant les Congolais à rejoindre son combat, se donnant une stature de vainqueur. Nul doute, la dynamique de cette guerre a changé. L'urgence d'une stratégie en vue d'une réponse adéquate s'impose. Il y va de notre pays.

T. MATOTU ■

La stratégie gagnante de la guerre au Kivu

Lorsque le 18 janvier 2001, ils font feu sur le président Laurent-Désiré Kabila, à Kinshasa, dans son bureau, à sa résidence, alors qu'il s'y trouvait en réunion avec un collaborateur, officiers et soldats rwandais au front, aux côtés des rebelles congolais du Rcd-Goma, étaient à Pepa, localité située à une centaine de kilomètres de Pweto, non loin du lac Tanganyika, à un jour de marche de la deuxième ville du pays ! À l'annonce du décès du président congolais, soldats rwandais et rebelles congolais se jettent mécaniquement en direction de Lubumbashi, à 500 kms de là, convaincus que l'affaire était désormais terminée, que la deuxième guerre mondiale africaine avait pris fin, que le Rwanda venait de gagner une seconde fois, une guerre au Congo !

Pourtant, peu après la nouvelle de la mort de Kabila annoncée, Paul Kagame reçoit l'ordre de la première puissance du monde de ne pas laisser ses troupes avancer vers la deuxième ville du Congo, d'arrêter les combats à Pepa et de voir venir les événements. L'ordre de Washington est si strict que pour s'assurer de son exécution sans faille par ses hommes, Paul Kagame fait atterrir dans la précipitation sur la localité congolaise, Pepa, dans l'heure qui suivait l'annonce de ce décès, le membre le plus puissant de son dernier carré, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, l'un des fondateurs du FPR, le Front Patriotique Rwandais, aujourd'hui en exil, à l'époque chef d'état major de



Quand le Congo prendra conscience de sa puissance. DR.

l'armée rwandaise, APR, l'Armée Patriotique Rwandaise aujourd'hui RDF, Rwanda Defence Force.

Sur le front, trouble et incompréhension. Les mêmes questions dans toutes les bouches.

« Qu'est-ce qu'il s'est passé derrière nous, depuis ? Qu'est-ce qui a changé ? Pourquoi nous demande-t-il de ne plus avancer alors que le pouvoir est à portée de main ? Que nous veut-il ? »

L'assassinat de Laurent-Désiré Kabila a fait ouvrir des portes aux Occidentaux !

Dès son installation à la tête du pays, le nouvel homme, fils de Laurent-Désiré Kabila, choisi par les Occidentaux, prend littéralement un chemin autre que celui qu'avait emprunté son père. Il commence par béatifier le facilitateur du dialogue inter-congolais, l'ancien président du Botswana, Ketumile Jone Masire dit Quett Masire, invité dans la Capitale, reçu par le nouveau président quand Kabila père lui avait fait ériger un infranchissable mur. Le dialogue s'ouvre le 15 octobre 2001 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Il aboutit à Pretoria à l'Accord global et inclusif, signé le 2 avril 2003 à Sun City, en Afrique du Sud. L'accord donne lieu à un régime 1+4 inattendu, fait incorporer dans l'armée régulière des forces de toutes les rébellions, MLC, RCD-Goma, RCD-ML.

L'arrêt par Kagame des combats à Pepa

donne une indication claire sur les réalités du Rwanda. L'ordre d'arrêter les combats est venu des Occidentaux, signe de la dépendance existentielle du Rwanda vis-à-vis des Occidentaux.

Le Rwanda trop pauvre par son potentiel, son économie

sinon son existence dépend étroitement de l'aide occidentale.

La moitié de son budget est financée par l'aide extérieure.

Il est dès lors difficile qu'une injonction occidentale ne puisse être suivie sauf à accepter de faire

courir au « pays des mille collines » le risque d'un retour à l'âge de la pierre, ce que ne peut se permettre Kagame dont l'ambition affichée

par sa propagande ou sa communication, est de passer pour un pays modèle dans la gestion au point d'afficher des taux de croissance hors normes (plus de 8% en 2023), de se faire élire et réélire à la soviétique sans que cela n'émeuve personne

en Occident dans un pays à majorité hutue. L'essentiel, explique-t-on, c'est la paix, l'ordre, la stabilité ! Disons-le. Face à Kigali, Corneille Nangaa Yobeluo est le nouveau Laurent-Désiré Kabila, le nouveau Ernest Wamba dia Wamba, le nouveau Dr Émile Ilunga Kalambo, le nouveau Adolphe Onosumba Yemba. Un Congolais de service, sans existence, à exploiter et à lâcher sans explication dès que l'ordre

tombe ! Si le Congo fait

aujourd'hui face à d'énormes défis dans la conduite de la guerre que lui mène le Rwanda, le pays est connu comme celui qui infligea une cuisante défaite à la rébellion tutsie du FPR lors de sa première tentative de prendre le pouvoir à Kigali. Sous Mobutu, l'ex-Zaïre, avec le général Donatien Mahele Lieko Bokungu à la tête d'un contingent des FAZ contribua, le moins que l'on puisse dire, le 2 octobre 1990, soit dès le lendemain de l'entrée du FPR au Rwanda, en venant de l'Ouganda, à la mort dans les bananeraies, du chef historique du FPR-APR, Fred Gisa Rwigema, de son vrai nom Emmanuel Gisa.

DU MAUVAIS TEMPS À KIGALI. Certes, des versions diverses circulent sur ce décès. Il n'empêche ! Cette mort de l'homme qui fut le garde du corps de Yoweri Kaguta Museveni lors de ses opérations militaires parties de la Tanzanie et qui est nommé vice-ministre de la Défense à Kampala, à la prise du pouvoir par Museveni, fut l'œuvre du contingent zaïrois dépêché par Mobutu auprès de l'armée de son ami, le président rwandais, le Hutu Juvenal Habyarimana.

Partant des réalités existentielles du Rwanda, le Congo d'aujourd'hui peut déployer une stratégie gagnante qui ferait plier cet « homme fort de Kigali ». Une stratégie d'anéantissement sinon d'affaiblissement de l'économie et donc des finances de ce pays. Le contexte international actuel s'y prête avec cette multiplication des mauvaises nouvelles.

Le hasard n'existe pas, dit-on. Il est évident que depuis peu, Kigali croule sous du mauvais temps. Il y a le gel par l'Union Européenne de 20 millions d'euros à la RDF

pour son intervention à Cabo Delgado, au Mozambique. « L'UE ne peut pas apporter une assistance financière (au Rwanda) qui sera aussitôt injectée dans le financement des violences dans le Nord-Kivu », déclare un diplomate européen. Cette contribution financière ne sera pas versée au Rwanda qui, au lieu de se concentrer sur le développement de son territoire, exporte et entretient la terreur sur le sol congolais. Jusqu'où ira l'UE qui paraît s'acheminer vers de nouvelles sanctions contre Kigali pour son soutien au M23 ? Autre mauvaise nouvelle, l'arrivée au 10, Downing Street du Labour qui a conduit le nouveau premier ministre britannique, après son raz de marée électoral, à annuler le contrat sur les migrants. Keir Starmer a confirmé la fin de la politique d'expulsion des migrants vers le Rwanda. Le 6 juillet, le chef du Labour a annoncé, lors de sa première conférence de presse à Downing Street, que la politique d'expulsion des demandeurs d'asile au Rwanda - « pays vanté mais non sûr pour les demandeurs d'asile », était « morte et enterrée ». Du coup, les sommes colossales que Kigali attendait de cet accord (432 millions d'euros comme coût de la procédure de demande d'asile au Rwanda, 140 millions d'euros supplémentaires si plus de 300 migrants étaient renvoyés au Rwanda, 151.000 livres prévues pour l'intégration de la personne renvoyée au cas où celle-ci resterait au Rwanda, etc.) partent en fumée quand la polémique enfle pour savoir s'il faut retourner ou pas les énormes sommes déjà perçues par Kigali. Qu'attendre de Paris avec le changement de la politique étrangère française que va porter le futur gou-

vernement français et surtout de Washington qui ne met désormais aucune réserve dans son récit pour désigner nommément le Rwanda dans la guerre à l'Est du Congo ? Le 5 décembre 2022, dans un appel téléphonique, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken a « dit clairement que tout soutien externe à des groupes armés non-étatiques en RDC doit cesser, y compris le soutien du Rwanda au M23 », en a rapporté officiellement le porte-parole du département d'État, Ned Price. Le 5 février 2024, l'ambassade des États-Unis à Kinshasa diffuse un communiqué. « Nous avons fermement appelé tous les groupes armés non-étatiques, y compris le M23 sanctionné par les États-Unis, à cesser les hostilités et à déposer les armes (...). Nous appelons de nouveau le Rwanda à cesser de soutenir le M23 et à immédiatement retirer les Forces armées rwandaises du territoire congolais, étant donné que leur appui à ce groupe armé n'a servi qu'à déstabiliser davantage l'est de la RDC ». Puis : Les États-Unis soulignent « depuis longtemps qu'il est primordial que tous les États respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun », ajoutant que « toute affirmation contraire est fautive ». Et ce tweet d'Antony Blinken du 7 avril 2024, jour de la commémoration des 30 ans du génocide rwandais, qui en dit long sur le virage de la politique américaine : « Nous pleurons le deuil des milliers de Tutsis, de Hutus, de Twas et d'autres dont la vie a été perdue au cours de 100 jours de violence indicible ». Réaction affligée de Kagame : « Quand il s'agit du jour de la commémoration, qui est le 7 avril, auriez-vous la gentillesse de commémorer

avec nous et de vous arrêter là ? Il y a 365 jours dans une année. Donnez-nous ce 7 avril, commémorez avec nous et, ensuite, vous pourrez passer les 364 jours restant à nous blâmer pour tout ce que vous n'aimez pas chez nous ». À la question d'un journaliste, Kagame révèle qu'il croyait avoir conclu, il y a dix ans, un accord avec les autorités américaines pour qu'elles ne critiquent pas l'anniversaire du génocide. Les choses ne sont donc plus désormais les mêmes ! Certes, Kagame est et reste sur papier un allié des États-Unis. Certes, Kagame a sur papier des relations amicales avec nombre de dirigeants occidentaux. Reste que Kagame et son régime subissent désormais une pression qu'ils n'avaient jamais subie à ce jour suite à une implication militaire documentée dans les Kivu du puissant voisin économique, le Congo.

Entre le Rwanda et le Congo, le choix est clair. On le sait, « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ».

Quand les médias s'en mêlent avec le dossier planétaire « Rwanda Classified » qui a surpris Kigali, qui a activé ses réseaux étrangers avec une tribune riposte « Rwanda Classified », une faille journalistique ? Reste que l'enquête « Rwanda Classified », au cœur de l'engrenage répressif du régime de Paul Kagame » menée par un consortium de 17 médias de onze pays dans le monde, a fait mouche, a interpellé les consciences.

Que veut Kagame dont le pays n'a rien dans ses mains ? Quelles ambitions folles, démesurées nourrit-il ? Peut-il exister en continuant de tromper et de travailler pour d'autres ? Et, si face au Rwanda, le Congo avait besoin d'autres armes pour lever la mise ?

KKMTRY

Kagame sous pression inédite des Occidentaux

La Belgique a appelé jeudi 11 juillet le Rwanda à retirer ses troupes du Congo. Dans un communiqué, le Gouvernement belge condamne une nouvelle fois le «soutien actif du Rwanda au groupe armé M23 et à la plate-forme politico-militaire Alliance Fleuve Congo, via la présence massive des Forces de Défense rwandaises, RDF, sur le territoire congolais ainsi que le contrôle de facto des opérations militaires par les RDF». L'ancienne puissance coloniale dont la parole résonne au sein de la communauté internationale quand il s'agit des Grands lacs africains, «exhorte, d'une part, le Rwanda à mettre fin immédiatement à ses opérations militaires dans l'Est de la RDC, à y retirer ses troupes et son armement; elle exhorte, d'autre part, le M23 à cesser les exactions contre les populations civiles». Le royaume de Belgique s'est dit «extrêmement préoccupé» par la conclusion du 9^e rapport d'un Groupe d'experts des Nations unies sur le Congo transmis le 31 mai 2024 au Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies à New York.

Un document qui fait état d'un déploiement de près de 4.000 militaires rwandais sur le territoire congolais, un nombre largement supérieur à celui des rebelles du M23, des violations et atteintes aux droits humains et des violations du droit international humanitaire avec plus de 7 millions de déplacés internes. «Il est très inquiétant d'observer également un accroissement des activités économiques illégales, de même que du trafic et de



Le 16 janvier 2024, lors du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, rencontre entre le secrétaire d'État américain Antony Blinken et le président rwandais Paul Kagame, AP.

l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC. Les auteurs de tous ces crimes et violations doivent être poursuivis en justice», poursuit le communiqué belge.

Les États-Unis ont, de leur côté, déclaré «partager les préoccupations exprimées par le Groupe d'experts» et disent «soutenir la poursuite de l'enquête sur les auteurs de violations des droits de la personne et des atteintes à ces droits en RDC». Via le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, qui a diffusé le 9 juillet un communiqué, les États-Unis ont demandé «instamment à tous les groupes armés de cesser les hostilités et de déposer les armes». «Nous appelons le Rwanda à cesser immédiatement de soutenir le M23 et à retirer de la RDC les troupes des FDR et les armes de pointe». Washington a aussi appelé «la RDC à mettre fin immédiatement à la collaboration d'éléments des forces armées congolaises FARDC avec les FDLR, laquelle s'exerce en violation des ordres des autorités militaires». «Nous appelons le Rwanda et la RDC à mettre en œuvre leurs engagements souscrits dans le cadre du processus de Luanda, et nous appelons toutes les parties à respecter les droits de la personne, à adhérer aux obligations applicables en vertu du droit international huma-

nitaire et à tenir pour responsables tous les acteurs des violations des droits humains et des atteintes à ces droits commis dans le contexte du conflit dans l'est de la RDC».

L'AVERTISSEMENT LE PLUS SÉVÈRE.

En février dernier, les

États-Unis avaient intimé au Rwanda et au Congo qu'«ils doivent s'éloigner du bord de la guerre», ce qui constituait l'avertissement le plus sévère concernant un conflit imminent entre les voisins africains. L'ambassadeur adjoint des États-Unis, Robert Wood,

avait lancé cet avertissement lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU convoquée par la France, alors que la violence s'était aggravée dans les Kivu, riche en minerais et frontalier du Rwanda. Robert Wood avait déclaré que le Rwanda et le Congo,

ainsi que les «acteurs régionaux», devraient immédiatement reprendre les pourparlers diplomatiques. «Ces efforts diplomatiques régionaux, et non un conflit militaire, sont la seule voie vers une solution négociée et une paix durable», avait-il souligné. L'avertissement amé-

ricain faisait suite au rejet, la veille, par le ministère rwandais des Affaires étrangères, des appels américains au retrait de ses troupes et de ses systèmes de missiles sol-air de l'est du Congo. Le ministère rwandais avait déclaré que les troupes rwandaises défendaient le territoire rwandais alors que le Congo procédait à un «renforcement militaire spectaculaire» près de la frontière. Lors de cette réunion d'urgence, l'ambassadeur de France aux Nations-Unies, Nicolas de Rivière, avait condamné l'offensive du M23, le soutien du Rwanda au M23, la présence des militaires rwandais sur le territoire congolais. «Cela doit cesser», avait déclaré le diplomate, soulignant qu'«un seuil a été franchi» avec le déploiement de systèmes antiaériens au Congo.

ALUNGA MBUWA ■

Le rapport onusien qui accable Kigali

Ci-après, extraits du Rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur le Congo qui accable le Rwanda (S/2024/432).

(...) *Mouvement du 23 mars : réorganisation, formation et recrutement*

35. Les frappes réussies de drones CH-4 des FARDC, avec l'aide de sociétés militaires privées, contre les bases, les dépôts d'armes, les centres de recrutement et le commandement du M23 à la fin de 2023 et au début de 2024 ont contraint le M23 à se réorganiser (voir annexe 23). Le 16 janvier 2024, le « colonel » Castro Mberabagabo, chef du renseignement militaire du M23, a été tué lors d'une attaque de drone, qui a également blessé Erasto Bahati Musanga, chef des finances du mouvement, et blessé et tué de nombreux combattants du M23. Il a fallu procéder à de nouvelles nominations et promotions parmi le personnel militaire et civil du

M23. Cette restructuration a fait l'objet d'une large publicité afin de remonter le moral des troupes et de consolider l'autorité politico-militaire du mouvement et son administration parallèle. Le « colonel » Imani Nzenze a remplacé Castro, devenant chef des renseignements «G2» du M23, un poste clé au sein du mouvement. 36. Le M23 est resté sous le commandement militaire global du «général» Sultani Makenga (CDi.008) visé par des sanctions, à Tchanzu. Critiqué par les officiers de la RDF qui l'accusaient de ne pas être proche de ses troupes, celui-ci s'est rendu à Bunangana, à Kitshanga et à Rumangabo. Le « colonel » Imani Nzenze, le «général» Gacheri Erasto (adjoint du «général» Bernard Byamungu), Bahati Erasto (finances), Benjamin Nzabonimpa (secrétaire exécutif) et le « colonel » Jeff Kabayiza (logistique) étaient les plus proches collaborateurs et confidents de Makenga. Le « général de brigade »

Bernard Byamungu et le «général» Bau-doin Ngaruye étaient les principaux commandants chargés de coordonner les opérations militaires. Ngaruye est resté très proche du Rwanda, qui aurait eu plus confiance en lui qu'en Makenga. 37. Les capacités militaires du M23 ont été renforcées par le recrutement, tant forcé que volontaire, y compris d'enfants, au Nord-Kivu, en Ouganda et au Rwanda, ainsi que par la formation des nouvelles recrues. Au début du mois d'avril 2024, on estimait à 3.000 le nombre de combattants du M23 actifs dans le Petit Nord. 38. Les nouvelles recrues du M23 ont été formées dans la principale base militaire du mouvement à Tchanzu. Il y a eu des formations dans d'autres centres militaires, par exemple à Rutshuru, à Bwito, à Bwiza ou à Nyongera. L'entraînement, qui a duré plusieurs mois, sauf en cas d'accélération pour des besoins opérationnels, comprenait la parade, la discipline, l'entraînement tactique,

l'idéologie et l'endocritement. 39. Des combattants du M23 récemment capturés ou qui se sont rendus ont confirmé que le « colonel » Léon Kanyamibwa dirigeait toujours la formation militaire, avec le soutien du « capitaine » Ernest Sebagenzi et du « colonel » Moïse Byinshi, entre autres. Les combattants du M23 ont également signalé la présence d'officiers instructeurs de la RDF à Tchanzu. Au moment de l'établissement du présent rapport, la RDF organisait une «formation au leadership» à Bunangana.

FDR : appui critique au Mouvement du 23 mars et occupation du territoire.

40. Le Groupe d'experts a obtenu d'autres preuves - photographies authentifiées, images de drones, enregistrements vidéo, témoignages - confirmant les incursions systématiques de la RDF à la frontière et sa présence renforcée dans le Petit Nord, le nombre de ses troupes

égalant, voire dépassant, celles du M23. Positionnée en première ligne, la RDF a utilisé des armes de haute technologie et participé directement aux combats. Sa présence a été déterminante pour repousser les attaques conjointes des FARDC et des Wazalendo et conquérir de nouveaux territoires dans le Petit Nord. 41. En janvier 2024, au moins 1.000 soldats de la RDF entrés en République démocratique du Congo par divers postes frontaliers à l'est de Kibumba, dans le territoire de Rutshuru, ont été déployés sur des positions militaires clés. À la suite de ce renforcement, le 3 février, la RDF et le M23 ont pris le contrôle de Shasha, un village ayant un accès stratégique au lac Kivu. La RDF a maintenu des positions de combat sur les collines autour de Sake, qu'elle occupait encore au moment de l'établissement du présent rapport. Au début du mois d'avril 2023, la RDF a pris le contrôle de trois positions au

(suite en page 4).

Le rapport accablant des experts onusiens

(suite de la page 3).

nord-ouest de Sake, abandonnées par la Monusco. Au moment de l'établissement du présent rapport, 500 soldats de la RDF et 500 combattants du M23, ceux-ci sous le commandement de Baudoin Ngaguye et de Bernard Byamungu, qui font l'objet de sanctions, et de Julien Mahano Baratuje, contrôlaient les zones situées au nord, à l'ouest et au sud de Sake.

42. Une grosse colonne de soldats de la RDF bien équipés a été filmée arrivant à Rwindi, au nord de Rutshuru, le 9 mars 2023. Les troupes, sous le commandement du colonel Callixte Migabo de la RDF, ont établi des positions et occupé la zone, suivies par l'arrivée des combattants du M23 un jour plus tard. La RDF et le M23 se sont particulièrement intéressés à la piste d'atterrissage de Rwindi, capable d'accueillir des bombardiers. De même, le M23 avait manifesté un intérêt pour la piste d'atterrissage de Katala, plus petite. Après la prise de Rwindi par la RDF, les FARDC se sont retirés de Vitshumbi, ce qui a permis au M23, sous le commandement du « colonel » Ernest Sebagenzi, d'occuper la ville située sur les rives du lac Édouard, connue pour ses pêcheries lucratives.

43. Selon une estimation prudente, 3.000 à 4.000 soldats de la RDF étaient déployés dans les territoires de Nyiragongo, de Rutshuru et de Masisi au moment de l'établissement du présent rapport. Nombre d'entre eux appartenaient à la deuxième et à la troisième divisions, cette dernière étant commandée par le général de division Eugène Nkubito. Les forces spéciales de la RDF étaient commandées par le lieutenant-colonel Augustin Ryarasa Migabo, qui rendait compte au major-général Ruki Karusisi. On trouvera à l'annexe 30 des informations supplémentaires concernant les officiers de la RDF participant à la planification ou au commandement des opérations en République démocratique du Congo, les brigades et bataillons de la RDF déployés et les équipes d'appui

tactique et de reconnaissance composées d'anciens combattants des FDLR.

44. Les interventions et opérations militaires de la RDF dans ces trois territoires ont été déterminantes pour l'impressionnante expansion territoriale réalisée entre janvier et mars 2024. Des combattants du M23 et deux officiers de la RDF ont expliqué que la capacité du M23 à opérer simultanément sur plusieurs axes et champs de bataille dépendait du soutien militaire et stratégique de la RDF. En février et mars 2024, plusieurs pays ainsi que le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont exigé que le Rwanda cesse tout soutien au M23 et retire immédiatement tout le personnel de la RDF de la République démocratique du Congo. Le 5 avril, le Conseil de sécurité a condamné « l'appui militaire extérieur fourni au M23 ».

45. Le Groupe d'experts fait observer que le soutien systématique et la participation de la RDF à la conquête territoriale du M23 est un acte passible de sanctions. De plus, le déploiement de la RDF, forces armées nationales du Rwanda, sur le territoire de la République démocratique du Congo viole la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays. Le contrôle et la direction que la RDF exerce de facto sur les opérations du M23 rendent également le Rwanda responsable des actes du M23.

Technologies et matériel militaires sophistiqués.

46. Le Groupe d'experts a établi que le M23 et la RDF ont continué d'utiliser de plus en plus des technologies et du matériel militaires sophistiqués dans les zones sous leur contrôle, apportant ainsi une preuve supplémentaire et sans conteste de l'appui tactique extérieur fourni au M23, principalement par la RDF, en violation de l'embargo sur les armes.

Systèmes de défense antiaérienne à courte portée.

47. Le 7 février 2024, un système mobile de défense antiaérienne à courte portée, doté

d'un radar rotatif monté et d'un missile sol-air, a été vu par un drone à Bumbi, dans le territoire de Rutshuru, une zone alors contrôlée par le M23 et la RDF. Deux autres systèmes de défense antiaérienne à courte portée ont été signalés près de Kibumba et de Mabenga, dans le territoire de Rutshuru. Le 6 février, un système de défense antiaérienne à courte portée a abattu un drone armé CH-4 des FARDC et, le 7 février, il a pris pour cible et raté un drone de la Monusco, c'est-à-dire un moyen des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

D'après des sources provenant des services de sécurité et de renseignement, c'est la RDF qui manœuvrait le système de défense antiaérienne à courte portée. Dans un communiqué publié le 17 février 2024, les États-Unis d'Amérique ont demandé au « Rwanda de retirer immédiatement [...] ses systèmes de missiles sol-air, qui menacent la vie des civils, des forces de maintien de la paix [des Nations Unies] et d'autres forces régionales, des acteurs humanitaires et les vols commerciaux dans l'est de la [République démocratique du Congo] » ; un appel repris par d'autres pays.

49. Le déploiement de systèmes de défense antiaérienne à courte portée, parallèlement à d'autres moyens antiaériens du M23 et de la RDF dans la région, a considérablement renforcé la capacité opérationnelle du M23 et de la RDF et a influé sur la dynamique des conflits dans le Petit Nord. Les FARDC et les sociétés militaires privées ont décidé d'immobiliser temporairement tous leurs moyens aériens, ce qui a permis au M23 et à la RDF de se réorganiser et de se renforcer. Ce système de défense antiaérienne à courte portée expose les moyens aériens de la Monusco, qui pourraient être pris pour cible, comme l'a fait à plusieurs reprises le M23.

50. Dans la nuit du 17 au 18 février 2024, un obus de mortier de 81 mm a frappé et mis hors service un avion Sukhoi des FARDC sur le tarmac de l'aéroport de Goma. Un deuxième obus a raté un hélicoptère des FARDC. Les obus de mortier ont été largués par un drone aérien commercial équipé de quatre hélices. Le M23 et des services de renseignement, notamment du Rwanda, ont dit au Groupe d'experts que l'attaque avait été commise par le M23. 51. Avant février 2024, rien n'attestait de l'utilisation dans le pays de drones aériens commerciaux équipés d'obus de mortier ou d'autres explosifs, y compris d'engins explosifs improvisés tels que ceux utilisés contre la Monusco par l'unité spéciale de la Garde républicaine de la République démocratique du Congo à Kimoka. Le Groupe d'experts estime que la multiplication des attaques de drones aériens pourrait considérablement modifier la dynamique des conflits dans le Petit Nord. Cette attaque de drone fait également ressortir la vulnérabilité de l'aéroport international de Goma, que le M23 et la RDF ont déjà menacé de prendre.

Obus de mortier guidés.

52. Le Groupe d'experts a également établi l'utilisation par le M23 et la RDF d'obus de mortier guidés de 120 mm offrant une capacité de frappe précise et une forte létalité ; un type d'obus de mortier qui n'avait pas été signalé auparavant sur le territoire de la République démocratique du Congo. Les obus de mortier trouvés sont similaires aux obus de type IMI fabriqués par la compagnie israélienne Elbit Systems. Les images confirment les rapports d'un officier de la RDF et de combattants du M23 selon lesquels la RDF avait des mortiers guidés qu'elle a utilisés à Petit Nord. Des mortiers de 120 mm ont également été utilisés contre les troupes de la SADC. L'unité du « général » Baudoin Ngaruye du M23, qui fait l'objet de sanctions, était également équipée de systèmes de mortiers guidés.

55. Depuis la résur-

gence de la crise du M23, l'Ouganda n'a pas interdit les troupes du M23 et de la RDF ni leur passage sur son territoire, y compris lorsque le M23 a pris Bunangana, le 12 juin 2022, avec l'appui de la RDF.

56. Malgré les preuves attestant du passage régulier de troupes, de véhicules et de matériel militaire du M23 et de la RDF sur le territoire ougandais, le Gouvernement ougandais, y compris son service de renseignement militaire, dément la présence de troupes ou de matériel étrangers sur son territoire depuis le début de la crise du M23. Toutefois, l'ampleur et la fréquence des mouvements font qu'il y a peu de chances qu'une telle présence passe inaperçue. Par exemple, depuis 2022, les combattants du M23 ont régulièrement dit que les fournitures et les nouvelles recrues acheminées vers leurs camps passaient par les villes frontalières ougandaises de Kisoro et de Bunangana.

57. Le Groupe d'experts a également obtenu des preuves confirmant le soutien actif donné au M23 par certains responsables des UPDF et le commandement des services de renseignement militaire. Des sources de renseignement et des personnes proches du M23 ont également confirmé la présence d'officiers du renseignement militaire ougandais à Bunangana depuis au moins la fin de l'année 2023 pour assurer la coordination avec les chefs du M23, fournir de la logistique et transporter les chefs du M23 vers les zones contrôlées par le M23. En outre, le 27 janvier 2024, plusieurs sources ont vu des soldats ougandais passer par Kitagoma pour se rendre en République démocratique du Congo et mener des opérations dans les zones contrôlées par le M23, en particulier le groupement Busanza de la ville de Rutshuru, d'où un groupe est allé vers Tongo et l'autre vers Mabenga. Il convient de noter que des chefs du M23, y compris Sultani Makenga, qui fait l'objet de sanctions, se sont rendus à Entebbe et à Kampala en violation de l'interdiction de

Obus de mortier guidés.

52. Le Groupe d'experts a également établi l'utilisation par le M23 et la RDF d'obus de mortier guidés de 120 mm offrant une capacité de frappe précise et une forte létalité ; un type d'obus de mortier qui n'avait pas été signalé auparavant sur le territoire de la République démocratique du Congo. Les obus de mortier trouvés sont similaires aux obus de type IMI fabriqués par la compagnie israélienne Elbit Systems. Les images confirment les rapports d'un officier de la RDF et de combattants du M23 selon lesquels la RDF avait des mortiers guidés qu'elle a utilisés à Petit Nord. Des mortiers de 120 mm ont également été utilisés contre les troupes de la SADC. L'unité du « général » Baudoin Ngaruye du M23, qui fait l'objet de sanctions, était également équipée de systèmes de mortiers guidés.

55. Depuis la résur-

gence de la crise du M23, l'Ouganda n'a pas interdit les troupes du M23 et de la RDF ni leur passage sur son territoire, y compris lorsque le M23 a pris Bunangana, le 12 juin 2022, avec l'appui de la RDF.

56. Malgré les preuves attestant du passage régulier de troupes, de véhicules et de matériel militaire du M23 et de la RDF sur le territoire ougandais, le Gouvernement ougandais, y compris son service de renseignement militaire, dément la présence de troupes ou de matériel étrangers sur son territoire depuis le début de la crise du M23. Toutefois, l'ampleur et la fréquence des mouvements font qu'il y a peu de chances qu'une telle présence passe inaperçue. Par exemple, depuis 2022, les combattants du M23 ont régulièrement dit que les fournitures et les nouvelles recrues acheminées vers leurs camps passaient par les villes frontalières ougandaises de Kisoro et de Bunangana.

57. Le Groupe d'experts a également obtenu des preuves confirmant le soutien actif donné au M23 par certains responsables des UPDF et le commandement des services de renseignement militaire. Des sources de renseignement et des personnes proches du M23 ont également confirmé la présence d'officiers du renseignement militaire ougandais à Bunangana depuis au moins la fin de l'année 2023 pour assurer la coordination avec les chefs du M23, fournir de la logistique et transporter les chefs du M23 vers les zones contrôlées par le M23. En outre, le 27 janvier 2024, plusieurs sources ont vu des soldats ougandais passer par Kitagoma pour se rendre en République démocratique du Congo et mener des opérations dans les zones contrôlées par le M23, en particulier le groupement Busanza de la ville de Rutshuru, d'où un groupe est allé vers Tongo et l'autre vers Mabenga. Il convient de noter que des chefs du M23, y compris Sultani Makenga, qui fait l'objet de sanctions, se sont rendus à Entebbe et à Kampala en violation de l'interdiction de

voyager.

M23 mars et AFC à Kampala.

59. Au cours de la période considérée, il a été prouvé que le M23 et l'AFC menaient fréquemment des opérations sur le territoire ougandais. Les chefs de l'AFC, dont Corneille Nangaa, qui récemment habitait encore à Kampala, ont tenu des réunions avec des représentants de groupes armés congolais et des individus très proches du M23. Nangaa et Lawrence Kanyuka ont bénéficié du soutien de la personnalité publique ougandaise, Andrew Mwenda, pour contacter plusieurs ambassades à Kampala en mars 2024 afin de contester les sanctions imposées aux chefs du M23 et plaider la cause de l'AFC et du M23. On sait depuis longtemps que c'est Mwenda qui assure la liaison entre les autorités ougandaises et rwandaises.

Exploitation et commerce illégaux de minerais à Rubaya.

138. Les sites miniers de la région de Rubaya sont restés sous le contrôle du groupe armé Coalition des patriotes congolais-Force de frappe (PARECO-FF), qui a continué à superviser l'exploitation minière à Rubaya. Le M23 et la PARECO-FF ont établi une collaboration opportuniste pour le transport des minerais extraits à Rubaya vers Mushaki, qui est devenu une plaque tournante de la contrebande des minerais de Rubaya. La contrebande entre Mushaki et la destination finale, via Tongo-Kalengera, était exclusivement sous le contrôle du M23. Les minerais de Rubaya ne pouvaient donc plus être commercialisés selon les lignes directrices du Groupe d'experts en matière de diligence raisonnable. Début avril 2024, les autorités nationales ont réautorisé le commerce des minerais en provenance de Rubaya, à la suite de l'ouverture d'une voie de transit à travers les zones contrôlées par les FARDC et les groupes armés Wazalendo. Les minerais étaient transportés de Rubaya à Minova, dans le nord du Sud-Kivu, et de Minova à Goma, via le lac Kivu.

Contrôle des sites

miniers à Rubaya par la Coalition des patriotes résistants congolais-Force de frappe.

140. D'après des images de surveillance aérienne de janvier 2024 et des témoignages d'habitants de Rubaya, l'exploitation minière s'est poursuivie à Rubaya et de nouveaux sites se sont ouverts sur les pentes sud-est de la colline de Rubaya et au site connu sous le nom de « D2 Bibatama », situé à l'intérieur du permis d'exploitation PE 4731143. On trouvera à l'annexe 81 des preuves de l'exploitation et du contrôle des mines par les combattants de la PARECO-FF, commandés par Shamamba Barigaruye Enoch, Président de la PARECO-FF. L'Initiative de la chaîne d'approvisionnement en étain a informé le Groupe d'experts de décembre 2023 à janvier 2024, les coopératives minières membres de l'Initiative avaient enregistré environ 46 tonnes de minerais extraits à Rubaya. (...).

Liens entre les groupes armés locaux, le M23, l'AFC et le Rwanda, et les tensions qui en découlent.

185. Les autorités rwandaises, le M23 et l'AFC ont gardé le contact avec les groupes armés congolais basés au Sud-Kivu, ou continuer de collaborer directement ou indirectement avec eux, notamment pour les convaincre de rejoindre l'AFC. 186. Plusieurs représentants de groupes armés du Sud-Kivu se sont rendus à Nairobi pour participer aux réunions préparatoires qui ont conduit à l'annonce de l'AFC en décembre 2023. Il s'agit, notamment, de Mwangya Nyamachabo, alias Microbe, représentant le « général » Ebuella, chef des Forces des patriotes pour la défense du Congo, ainsi que de Jacques Naluholo, Président des Forces armées Biloze Bishambaka. En janvier 2024, Microbe a été arrêté par les autorités congolaises, qui ont trouvé à son domicile des documents de voyage sous un faux nom portant des cachets d'entrée au Kenya, en Ouganda et au Rwanda en décembre 2023. (...).

Il pleut abondamment sur Corneille Nangaa Yobeluo

Il était déjà sous sanctions américaines après le chaos électoral de 2018. Et, bis repetita, Washington annonce de nouvelles sanctions contre lui mais cette fois contre le chef politique d'un groupe armé qui fait des centaines de morts et de déplacés dans le pays. Et comme si cela ne suffisait pas, l'UE, l'Union Européenne, emboîte le pas aux États-Unis. Dans un Congo où l'extérieur compte et, en premier, les États-Unis d'Amérique, devant quelle situation se trouve désormais l'ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI alors qu'un procès contre lui est ouvert à la Cour militaire de Kinshasa ? L'AFC et, par ricochet, le M23, sont-ils sous la cendre ?

Il avait longtemps été un expert électoral avant d'embrayer, sous une forte crise politique, sur le poste de président de la CÉNI, la Commission Électorale Nationale Indépendante. Il venait de succéder à l'un de ses mentors, l'abbé Apollinaire Malu Malu Muholongu, décédé le 30 juin 2016 à Dallas, aux États-Unis, où il avait été admis pour des soins. Malu Malu avait pu placer, comme enseignant, Corneille Nangaa Yobeluo à son école électorale, ÉFÉAC, l'École de Formation Électorale en Afrique Centrale. Cet homme de fer, au visage faussement affable, donnait l'image d'un fonctionnaire correct. Il était pourtant à la tête d'un immense empire financier après des opérations de corruption intervenues lors des processus électoraux. Il s'est ainsi lancé dans diverses activités, s'est saisi des carrés miniers, s'est spécialisé dans l'extraction de l'or, s'est approprié des centaines d'hectares de terre, a commencé à investir dans l'agriculture, etc. En avait-



Corneille Nangaa Yobeluo en chef rebelle au Nord-Kivu. DR.

il fait trop ? Selon des informations non vérifiées, l'une de ses mines lui fut ravie sans que l'on ne sache pourquoi. L'homme a, peu après, développé des ambitions illogiques, cherchant à être nommé Premier ministre.

«UNE COQUILLE VIDE».

Comment organiser une élection, à ses yeux, dans la transparence totale, proclamer, à l'issue de cette élection, un vainqueur et chercher à être nommé, sans suspicion, n° 2 de ce vainqueur ? Que des démarches effectuées, en pleine journée, par Nangaa Yobeluo parfois dissuadé, mais qu'importe ! Il lance par la suite un parti politique, ADCP, l'Action pour la Dignité du Congo et de son Peuple, avec l'ambition affirmée de concourir à la présidence de la République. L'ADCP a comme objectif de « mettre en place, des petits projets, des nano projets, des micros et des grands projets, avec l'accent sur l'agriculture, avec toute la chaîne de valeurs », explique Nangaa, fin-février 2023, devant les médias. Avec quatre objectifs clés : « La refondation de l'État, faire de la RDC une zone de libre-échange, booster l'économie nationale, et notre slogan est démocratiser la nourriture. Au-delà des soins, éduquons nos enfants mais formons aussi l'homme congolais. Dernier objectif : la recherche des ressources naturelles et surtout de l'environnement.

Les quatre valeurs sur lesquelles nous fondons notre objectif ? Le travail, le patriotisme civisme, l'humilité des faibles, la question de l'unité et de la cohésion nationale ». Va-t-il connaître des déceptions ou des mauvais traitements qui le poussent à rallier les groupes armés en créant, mi-décembre 2023, à Nairobi, au Kenya, un groupe armé AFC, Alliance Fleuve Congo, où il apparaît, pour la première fois, avec des dirigeants du M23, groupe armé porté par le Rwanda ?

Le M23 est « une coquille vide », n'a de cesse de dire, sur tous les théâtres, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Ajoutant : « Sans le Rwanda ». En optant de parler du M23, Kinshasa estime l'AFC ne pas valoir un pet de lapin. Que seraient en effet ces rébellions sans le Rwanda, sans Paul Kagame dont les forces armées, RDF, selon tous les rapports onusiens documentés, sont au Congo en nombre, entre 3.000 et 4.000 hommes ? Outre un arsenal militaire de haute technologie inédit au Congo. Mais voilà que jeudi 25 juillet, Washington passe à la vitesse supérieure. « Aujourd'hui, les États-Unis ont imposé des sanctions à l'Alliance Fleuve Congo, une coalition de groupes armés, ainsi qu'à des personnes et des entités associées à l'AFC, notamment Bertrand Bisimwa, le président du M23, Twirwaneho, un groupe armé affilié à l'AFC dans la pro-

vince du Sud-Kivu, et Charles Sematama, un commandant et chef militaire adjoint de Twirwaneho.

En outre, Corneille Nangaa, qui a fondé l'AFC avec les dirigeants du M23, est l'objet d'une nouvelle désignation et est soumis à des sanctions supplémentaires », écrit sur son compte X (ex-Twitter) l'ambassadeur des États-Unis à Kinshasa, Mme Lucy Tamlyn.

Elle poursuit : « L'AFC perpétue l'instabilité politique et un conflit meurtrier en exacerbant une crise humanitaire dans l'Est de la RDC. Les États-Unis s'engagent à tenir pour responsables ceux qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité de la RDC. Nous condamnons l'AFC et ses membres, dont le M23, qui alimentent un conflit sanglant et exacerbent la crise humanitaire dans l'Est de la RDC ». À Washington, dans un communiqué, le sous-secrétaire américain au Trésor en charge du terrorisme et du renseignement financier, Brian Nelson, écrit : « Les décisions prises aujourd'hui viennent renforcer notre volonté de rendre responsables ceux qui cherchent l'instabilité perpétuelle, la violence et à blesser des civils afin d'atteindre leur but politique ».

Comme si cela ne suffisait pas, le lendemain 26 juillet (en fait le même jour avec le décalage horaire), l'Union Européenne par le Conseil Européen, emboîte le pas aux États-Unis en annonçant les mêmes sanctions contre Nangaa, le chef d'un mouvement politico-militaire créé au Kenya mais opérant à l'Est de la RDC, actuellement lié avec plusieurs groupes armés non gouvernementaux incluant le M23/ARC». Avec Nangaa, l'UE sanctionne d'autres individus, le secrétaire exécutif du M23, Benjamin Mbonimpa, le général de brigade Justin Gacheri Musanga, le commandant et le commandant adjoint des FDLR, les Forces Démocratiques pour

la Libération du Rwanda-Forces combattantes Abacunguzi, Gustave Kubwayo et Pierre Célestin Rurakabijem, mais aussi un chef militaire rwandais, le colonel Augustin Migabo, de la RDF.

NE PAS SE FAIRE ÉCLABOUSSER.

Les M23 et les FDLR-FOCA entretiennent le conflit à l'Est de la RDC, déclare l'UE qui les tient pour « responsables de graves violations des droits de l'homme, notamment de meurtres, de violences sexuelles et d'attaques contre des civils, ainsi que du recrutement d'enfants » en les accusant aussi « d'obstructions électorales ». Ces derniers, écrit le communiqué, sont soumis à une interdiction de voyager dans les pays du Schengen et au gel de leurs avoirs. De même, l'UE interdit aux citoyens et aux entreprises de l'Union Européenne de mettre des fonds à la disposition de Nangaa et d'autres personnes frappées par les sanctions. Au vu de ces sanctions et de leurs conséquences, Nangaa n'a pas attendu le lendemain pour réagir. Dans un long texte, sur son compte X, il s'est adressé au « Peuple congolais », disant que « son bon-

heur ne dépend que de (lui-même) » et « qu'il est temps qu'il s'assume une bonne fois pour toutes. Ni sanctions illégitimes, ni procès kafkaïen ne nous ébranleront dans notre noble lutte de redressement national » ! « En tant que citoyens congolais, poursuit Nangaa, rien et alors rien ne nous arrêtera dans cette lutte constitutionnelle noble de libération du Peuple congolais sur pied de l'article 64 de notre Constitution. C'est notre droit en tant que Congolais ! La lutte continue. Notre terminal, c'est Kinshasa. Nous y parviendrons. Ingeta ».

Deux passages de cette réaction du chef rebelle qui en disent long : « Ceux qui proclament des sanctions à grand renfort médiatique contre nous, ne commettent-ils pas la même erreur que leurs aïeux qui ont livré injustement notre premier Héros national Patrice Lumumba à la mort sur base de la préservation d'intérêts géopolitiques discutables ? Une Nation de grande démocratie dont nous estimons le statut de médiateur dans la crise en cours entre l'AFC et le régime de Kinshasa par le biais de deux trêves successives, ne pouvait pas, si abruptement, altérer sa précieuse

vocation internationale de promotrice de la paix et de la stabilité mondiale notamment au sein de sa permanence au Conseil de Sécurité de l'ONU par l'utilisation d'outils unilatéraux de politique étrangère décriés par l'ensemble du Sud Global qui représente la majorité mondiale et même ses partenaires occidentaux, qui ont accéléré une fragmentation mondiale dommageable entre l'Occident et le Reste. Il est temps de recadrer le tir pour une communauté mondiale apaisée ». Tout est clair. Il pleut désormais abondamment sur Corneille Nangaa Yobeluo. Dans un pays et une région où l'extérieur pèse si fort, on ne voit pas comment l'ancien président de la centrale électorale congolaise pourrait se tirer de cette étape ouverte ce procès ouvert à la Cour militaire de Kinshasa qui pourrait aboutir sur un mandat d'arrêt international. Même son mentor Paul Kagame déjà sous fortes pressions n'a logiquement qu'une réaction désormais : s'en éloigner au plus vite pour que, tant que faire se peut, et, le moins que l'on puisse dire, éviter de se faire trop éclabousser. Nul doute, Nangaa est dans des sales draps.

ALUNGA MBUWA ■

Le procès Nangaa

À la Cour militaire de Kinshasa où se tient le procès Nangaa et celui de 24 autres prévenus poursuivis pour crimes de guerre, participation à un mouvement insurrectionnel et trahison, Éric Nkuba Malembe a affirmé qu'il n'avait pas trahi son pays, mais cherchait à instaurer une démocratie, expliquant que ses activités de commerçant et la possession de trois carrés miniers dans le Haut-Uélé avaient financé l'AFC, que lui et Nangaa guère démunis, avaient utilisé leurs propres moyens pour l'AFC. Nicaise Samafu Makinu a nié être membre de l'AFC, affirmant avoir connu Nangaa à la promo-

tion d'un projet de centrale hydroélectrique, évoquant une collaboration avec une société rwandaise pour un projet de barrage à Rubavu. Les 120.000 \$US reçus de Nangaa étaient destinés à des études de faisabilité de ce projet hydroélectrique dans la province du Haut-Uélé, non, pour le recrutement des militaires ou des policiers. Éric Nkuba Malembe a expliqué qu'après la création de l'AFC au Kenya, lui et Nangaa se sont rendus en Ouganda, où ils avaient été logés dans des appartements mis à leur disposition par le général Muhoozi Kainerugaba, fils du président ougandais Yoweri Museveni.

Nkangya Nyamacho Microbe a rencontré deux fois Nangaa à Kigali en présence de personnalités rwandaises, expliquant avoir participé à Kigali à une réunion où Nangaa avait appelé des membres des communautés du Sud-Kivu à faire adhérer les groupes armés à l'AFC. Pour un autre prévenu, l'AFC de Nangaa s'appuyait militairement sur deux groupes armés, le M23 au Nord-Kivu et Twirwaneho au Sud-Kivu, indiquant que la mission de l'AFC n'était pas simplement de prendre Goma, mais de progresser jusqu'à Kinshasa pour renverser le pouvoir de Félix Tshisekedi.

ALUNGA MBUWA ■

Que risque Nicolas Sarkozy

Si un nombre de pays africains, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Sénégal, Côte d'Ivoire, etc., qui ne veulent plus de Paris, et ont décidé d'arrêter tout partenariat militaire avec la France en fermant les bases de l'Hexagone, voilà que tombe une autre affaire avec cette fois Nicolas Sarkozy. Une affaire qui ternit davantage l'image de la Françafrique.

Il avait décidé de «vitrifier» Laurent Gbagbo. L'ancien président ivoirien n'avait pas accepté de céder le pouvoir à son adversaire ami de l'Élysée Alassane Ouattara comme le lui réclamait avec force l'ancien président français Nicolas Sarkozy. L'avocat français Robert Bourgi qui avait servi plusieurs présidents français et africains à l'Élysée rapporte à Sarkozy le refus de Gbagbo de laisser son fauteuil à Ouattara. Bourgi le raconte dans le livre qui fait le buzz dans le monde, « Ils savent que je sais tout » : Ma vie en Françafrique, Paris, Max Milo, 2024. Réponse furieuse de Sarkozy rapportée par Bourgi dans son livre : « Je vais le vitrifier ». Le lendemain, Gbagbo est arrêté à Abidjan, conduit à La Haye où il reste plusieurs années en détention avant d'être libéré par la justice internationale. Ce n'est pas à Gbagbo seul que Sarkozy semble avoir joué ce jeu. Il l'a fait notamment à un autre président africain Mouammar Kadhafi à qui il aurait donné la mort, s'en est convaincu le Continent africain, après qu'il lui ait soustrait des millions d'euros pour financer sa présidentielle de 2007 avant de le sacrifier. Depuis lundi 6 janvier, Sarkozy est jugé dans le cadre de l'affaire des soupçons de financement libyen de sa présidentielle de 2007. Impassable, il est entré en début d'après-midi dans la salle du tribunal face à ses juges après des années d'enquête. Y a-t-il eu au début des années 2000 un pacte de corruption entre Nicolas Sarkozy, désireux d'entrer à l'Élysée, et Mouammar Kadhafi à la recherche de respectabilité ? Douze hommes sont renvoyés en correctionnelle pour un présumé financement illégal de la campagne présidentielle de 2007. Parmi eux, d'anciens ministres, Claude Guéant, Brice Horte-



L'ancien président français Nicolas Sarkozy pourra-t-il échapper à la prison ? DR.

feux et Éric Woerth. La Libye aurait versé plusieurs dizaines de millions d'euros pour financer la campagne de Sarkozy, selon un document publié par Mediapart. Pour les juges, c'est en Libye, en octobre 2005, qu'un accord secret aurait été conclu entre le dirigeant libyen et Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, en marge de cette visite.

UNE AFFAIRE HORS NORME.

Une affaire hors norme, qui a tout du scandale d'État. La justice française accuse Nicolas Sarkozy d'avoir touché de l'argent du « guide » libyen pour financer la campagne électorale qui le portera à l'Élysée en 2007. L'ancien président français est poursuivi pour corruption, association de malfaiteurs, recel de détournement de fonds publics et financement illicite. Il risque dix ans de prison. L'histoire éclate en 2012, suite aux révélations du site d'information français Mediapart, qui conduira l'année suivante à l'ouverture d'une enquête judiciaire. Fabrice Arfi est le responsable du pôle Enquêtes de Mediapart, c'est aussi lui qui est à l'origine des révélations. Sur Rfi, il explique : « Les raisons officielles, celles qui vont peupler les audiences du procès historique, du procès de l'affaire Sarkozy-Kadhafi, concernent une histoire de compromission à divers niveaux, qu'il soit diplomatique, financier, économique, dans des perspectives de financement occulte

de la Libye en direction de la France et en contrepartie, d'après l'accusation judiciaire, de tout un tas de faveurs que la France a octroyé à la Libye de Mouammar Kadhafi, à partir du moment où Nicolas Sarkozy a été élu président de la République ».

« La contrepartie la plus significative car c'est la plus vertigineuse de mon point de vue, c'est l'un des dignitaires libyens qui s'appelle Abdallah Senoussi, beau-frère de Mouammar Kadhafi et ex-chef des services secrets militaires, et qui est connu de sinistre mémoire en France, puisqu'il a été condamné en 1999 à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir fait sauter l'avion de ligne DC10 de la compagnie française UTA. C'était en 1989 au-dessus du désert du Ténéré au Niger, et ça a fait 170 morts. Parmi les contreparties, la justice accuse l'équipe Sarkozy d'avoir, contre de l'argent versé, promis de faire sauter le mandat d'arrêt d'Abdallah Senoussi, visé par un mandat d'arrêt international depuis sa condamnation en France. Donc on va avoir, pour la première fois dans l'histoire politique et pénale française, une affaire de terrorisme, et non des moindres, qui va se retrouver au cœur d'un procès de corruption ».

« D'autres démocraties, bien sûr, ont accueilli Mouammar Kadhafi. Mais seule la France l'a fait avec un tel faste, et c'était pour Mouammar Kadhafi une victoire totale pour laquelle il était prêt à payer

très cher. La France, pays de la Révolution française, de la Déclaration des droits de l'homme, lui a offert une notabilité qu'aucune autre démocratie occidentale, libérale, comme on dit, n'était en mesure de lui offrir ». Puis, « si une coalition de l'Otan décide de soutenir les rebelles contre Kadhafi », réponse du journaliste : « Je ne suis pas de ceux qui considèrent que la guerre en Libye est une fabrication de Sarkozy visant à se blanchir, mais il y a quand même des questions qui se posent sur la manière dont la guerre a été déclenchée. Je rappelle qu'il y a un rapport du Parlement britannique qui a mis en cause les mensonges qui ont présidé au déclenchement de la guerre en Libye, dans le sillage des Printemps arabes, d'abord en Tunisie puis en Égypte. Des questions qui se posent aussi sur certaines opérations menées en Libye, jusqu'à la mort du dictateur Kadhafi, dont on ignore les circonstances précises encore aujourd'hui. Mais le fait est que le Nicolas Sarkozy de 2007 et le Mouammar Kadhafi de 2011 sont bien les deux mêmes hommes de 2007 et de 2011. S'il y a un secret qui les lie, ce secret lie les deux mêmes personnages à quatre ans d'écart ». Puis : « Il ne me revient pas de dire si Nicolas Sarkozy doit être jugé à un échelon international. En revanche, on peut constater que les raisons qui ont présidé au déclenchement de la guerre d'après les Britanniques, pourtant très

allants sous David Cameron pour accompagner l'épopée guerrière de Sarkozy, n'étaient pas exactes. On a laissé un champ de ruines derrière nous, et pire qu'un champ de ruines, on a laissé une partie du pays aux mains de jihadistes islamistes, dont certains vont ensuite semer la terreur, y compris sur le continent européen. Et ça va déstabiliser en effet toute une région. Mais c'est bien justement l'équipe de Nicolas Sarkozy et Nicolas Sarkozy lui-même qui ont proposé à Mouammar Kadhafi un accueil et des faveurs que peu de pays dans le monde, pour ainsi dire aucun, ne lui ont proposé. Et d'ailleurs, c'est très surprenant de voir aujourd'hui un Sarkozy dire à quel point Kadhafi était un personnage épouvantable, alors que le dossier judiciaire révèle des connexions proprement stupéfiantes entre son cabinet, lui-même, et l'ancien guide libyen ».

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masanimba
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

